

Autopsie: la scène skin à Marseille

SÉCURITÉ

Métro, boulot
... Bobo !

POLITIQUE

Y en a qu'une
c'est la thune !

HOMO SKINHEADICUS

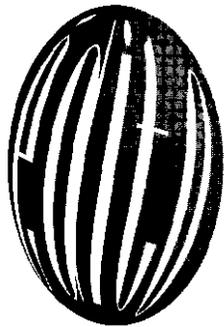
(litt. «tête de con»)

Planche 1 • coupe profil (gauche)



Etranger

KURDISTAN • ALLEMAGNE • GRANDE-BRETAGNE • SUÈDE



Le futur, que nous réserve-il ?

Le débat sur la reprise des essais nucléaires à Mururoa occupe une place prépondérante dans l'actualité. Pourtant, un ensemble de contaminations tout aussi graves menace notre société sans que ces dernières ne soulèvent autant de vagues que le bateau de Greenpeace. Deux mois après les élections municipales, les maires FN commencent à faire leur petit nid et ne rencontrent pas de réelles résistances. Les politiques gouvernementales menées précédemment n'ont fait que développer discrètement des idées réactionnaires : preuve en est la remise en cause du droit à l'avortement par la relance du débat, l'amnistie presque accordée aux anti-avortements et l'interdiction de toute publicité en faveur de l'IVG. Avec les attentats, l'idée d'insécurité a trouvé l'un des meilleurs terrains pour se développer. En renforçant les moyens de répression et en montrant implicitement comme responsable tout étranger un tant soit peu basané, l'État invite chaque citoyen à rester consommateur de sécurité, laissant le futur à des instances supérieures. Quant aux expulsions par charters qui sont prévues chaque semaine, l'indifférence de l'opinion publique parle d'elle-même. Confrontés à cette réalité, c'est notre engagement politique concret et quotidien qui sera déterminant dans le futur que nous nous construisons.

Qu'est-ce que REFLEXes ?

REFLEXes est le magazine de l'association SCALP-REFLEX, qui a pour objectif de lutter contre le racisme, le fascisme, les idées et pratiques sécuritaires et xénophobes. Nous élargissons ainsi nos activités à toutes les mesures de répression prises par l'État français, mais notre lutte n'est pas seulement hexagonale et nous accordons une grande place à l'Europe. Nous luttons pour la constitution d'un mouvement social reposant sur des collectifs de base auto-organisés dont l'objectif est de reconstruire des espaces autonomes et de contre-pouvoir. Réoccuper l'espace social, réinvestir le tissu associatif, établir des solidarités, mettre en place des structures alternatives nous semblent des tâches décisives pour élaborer une force qui, au-delà de l'antifascisme, pose les jalons d'une autre société.

Sommaire du numéro

octobre / novembre 1995

page	EXTRÊME DROITE
3	SKINHEADS ou le Le Pen prolétariat
.....	BUSINESS
8	Y en a qu'une, c'est la thune
.....	REFLEXION
19	Architecture & citoyenneté
.....	SÉCURITÉ
22	Métro, boulot, bobo !

REFLEX étranger	SUÈDE
	Expo page 14
REFLEX	GRANDE - BRETAGNE
	Searchlight page 16
KURDISTAN	ALLEMAGNE
Voir Dyrbakir... pour y croupir ?	Antifa info Blatt page 17
page 11	

et... Abonnements : page 27
Courrier : page 26
Notes de lecture : page 24

Laisant à REFLEXes le soin d'analyses plus précises, **No Pasaran !**, le mensuel du Réseau national antifasciste, essaye de faire circuler l'information pour permettre une mobilisation active sur les luttes en cours et à venir : rendant compte de la vie des groupes et collectifs du Réseau, traitant de l'actualité sous un jour antifasciste, **No Pasaran !** est le complément idéal de REFLEXes pour quiconque veut se tenir au courant de l'actualité antifasciste en France... et en Europe.

NO PASARAN! SCALP REFLEX

21^{er} rue Voltaire 75011 Paris
☎ 43 48 54 95 • Fax : 43 72 15 77

REFLEXes est édité par le

réseau REFLEX

directeur de publication

B. Delmotte

dépot légal à parution

ISSN 0764 - 9339

commission paritaire

68 888

Skinheads ou le Le Pen prolétariat

Les meurtres de Paris puis du Havre ont de nouveau remis sous les projecteurs de l'actualité la mouvance skinhead. Depuis la fin des années 1980, celle-ci n'avait plus beaucoup fait parler d'elle et peu de choses ont été écrites sur elle, si ce n'est à l'occasion de quelques matchs du PSG, d'une réunion européenne organisée en mars 1993 par les Jeunesses nationalistes-révolutionnaires, et des ennuis qu'ont connus les différentes boutiques de fringues gérées par Serge Ayoub, *alias* Batskin (attentat pour Darkside, fermeture sur ordre du préfet de police pour Darklord).

Loin de disparaître, le mouvement skin connaît en fait une nouvelle évolution. Longtemps fasciné par le modèle anglais, le mouvement, sous l'égide d'une nouvelle génération, semble de plus en plus attiré par le modèle américain. Un modèle qui se revendique ouvertement national-socialiste, antisémite et qui prône la guerre raciale. Le mouvement s'organise autour d'une revue, *Terreur d'Élite*, diffusée depuis les États-Unis, et d'une organisation appelée Charlemagne Hammer Skin (CHS), qui ont pour point commun d'être toutes les deux dirigées par un skin marseillais de 21 ans, Hervé Guttuso.

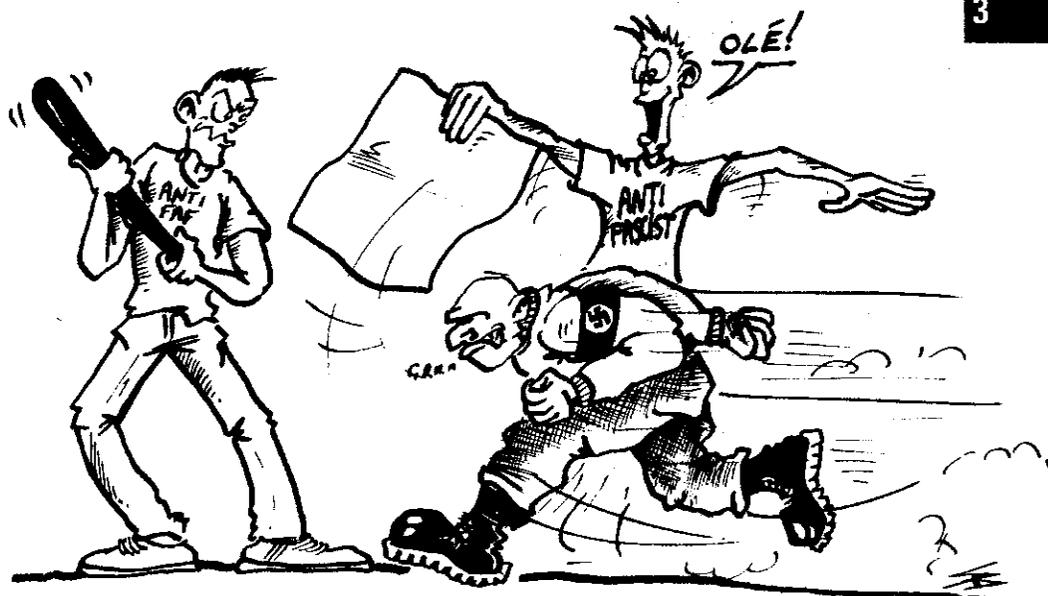
Comme partout en France, c'est à la fin des années 1970 et au début des années 1980 qu'est apparu le mouvement skin à Marseille. C'est autour d'une boutique de fringues et de la fontaine de la place Estrangin que se regroupent alors une dizaine de skins et autant de punks. L'époque n'est pas encore à la politisation, et skins et punks vivent en bonne entente leurs trips musicaux sans trop d'accroc (mis à part quelques bagarres plus dues à l'excès d'alcool qu'à des motifs politiques). Très vite, un groupe de musique apparaît, les Warriors Kids, et ses prestations et sa discographie (un 45 tours et un 33 tours) en font une légende dans le milieu skin. Là encore, le groupe ne véhicule aucun message politique, leurs textes sont axés sur leurs rapports avec la police («Forces de l'ordre») ou leur mode de vie. Du fait des problèmes inhérents à tout groupe musical (départ à l'armée des uns et des autres), le groupe splitte en 1986. C'est en 1983-1984 que l'on commence à

assister à une certaine politisation du milieu skin marseillais. Des T-shirts à croix celtiques apparaissent, certains sont allés à Londres et y ont fréquenté des membres du National Front ou du British Movement. La montée du Front national voit alors certains d'entre eux assurer des collages ou des services d'ordre lors des manifestations du Front à Marseille. Mais très vite, celui-ci s'en débarrasse du fait de l'image qu'ils véhiculent dans les médias.

Un précurseur : Ritchie

La première véritable tentative d'organisation du mouvement est l'œuvre de Richard Sauvage, plus connu sous le surnom de Ritchie, un skin de l'Étang de Berre, localité située à une trentaine de kilomètres de Marseille. Après avoir

un temps flirté avec les Faisceaux Nationalistes Européens (FNE) de Fredricksen, il adhère en 1986 au Parti Nationaliste Français et Européen (PNFE). Il crée une section du PNFE dont il reste longtemps le seul et unique militant. Dès 1984, certains ont compris le potentiel militant des skins. Ainsi Olivier Devalez, *alias* Tod, membre des FNE, qui, après un séjour à Londres en 1984 chez les skins du British Movement, décide de rejoindre le mouvement. À son retour, il crée le premier skinzine véritablement politisé, *Bras tendu*, qu'il réintitule en 1986 *Rebelle blanc*. Mais lassé par le manque de sérieux d'une grande partie du mouvement skin, Devalez décide de raccrocher et confie à Ritchie fin 1986 la distribution nationale de *Rebelle blanc*. Grâce à cela, il se sent un peu moins seul et développe un réseau de contacts dans toute la France. Il n'en oublie pas pour autant le PNFE, puisqu'il est filmé par la télévision française en août 1988 alors qu'il participe à Courtrai en Belgique à un meeting de l'Euroring, une réunion de plusieurs groupes néo-nazis européens comme le Freiheitliche Deutsche Arbeiterpartei (FAP) alle-



mand, le British National Party² (BNP) britannique, le Vlaams Militanten Orde³ (VMO) flamand et le PNFE. Trois mois plus tard, en novembre 1988, il est parmi la cinquantaine de participants au troisième Congrès du PNFE qui se déroule au Château du Corvier, ce qui lui vaut d'être interpellé en septembre 1989 et conduit à l'Hôtel de Police de Marseille, afin que la police puisse lui poser quelques questions sur le déroulement de cette réunion. En effet, des militants du PNFE de Nice y avaient expliqué comment fabriquer des bombes et s'étaient vantés de certains attentats contre le journal *Globe* et contre des locaux du PCF et de la CGT (plus tard, l'un des militants du PNFE a commis un attentat contre un foyer Sonacotra, qui a coûté la vie à un tra-

vailleux roumain⁴.) Lors de cette interpellation, les flics ont récupéré la liste des contacts de Ritchie, et surtout le fichier des abonnés du *Rebelle blanc*, qui leur a permis de se faire une meilleure idée du phénomène. Refroidi par ces «petits problèmes» et par sa famille (il habite chez papa et maman), Ritchie laisse tomber le terrain politique pour revenir à celui de la musique. Début 1991, il crée l'Association Musicale Européenne (AME) destinée à coordonner la distribution de skinzines, de disques et à favoriser l'organisation de concerts. Des groupes locaux se forment en Bretagne et en région parisienne (dans l'Essonne). Là encore, cette expérience se solde par un échec, et les rivalités de personnes, très fortes au sein du mouvement skin, finissent par le dégoûter. Il fait une dernière tentative, intitulée White Rebelle Music (WRM). Fin 1992, Ritchie décide de quitter le mouvement skin où il passe pour un papi. La retraite lui pèserait-elle déjà ? Fin 1994, un bulletin intitulé *Résistance au Système* était disponible à la boîte postale de Ritchie...

Entre temps, un nouveau venu avait repris le flambeau à Marseille : Hervé Guttuso. Celui-ci est très jeune (14 ans) quand il intègre en 1988 le mouvement skin. Il se fait rapidement remarquer par son extrémisme et sa radicalité verbale. Il sympathise très vite avec Ritchie, enchanté de trouver enfin quelqu'un qui soit sur la même longueur d'onde que lui. Mais c'est l'époque de la déconfiture pour les skins marseillais, le phénomène Béru et redskins étant passé par là. Pas mal de skins fafs raccrochent le bomber, devenus de véritables cibles pour les bandes des quartiers, les anti-fafs du Scalp ou les redskins. Certains d'entre eux finissent même par changer radicalement. L'une des figures les plus connues s'est convertie à l'Islam et aux théories de Malcolm X. et est devenue un des membres les plus éminents du posse d'IAM. À cette époque, si les paroles de Guttuso sont virulentes, ses actes le sont moins. Lui qui prône à longueur d'écrits la solidarité entre skinheads, il n'hésite pas à abandonner ses camarades (dont Cédric Meysonnier, un skin de Manosque qui fait le zine *Back with a Bang*) en pleine «discussion» avec des opposants.

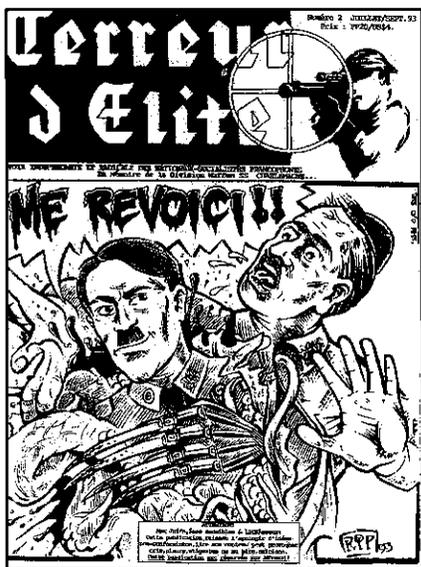
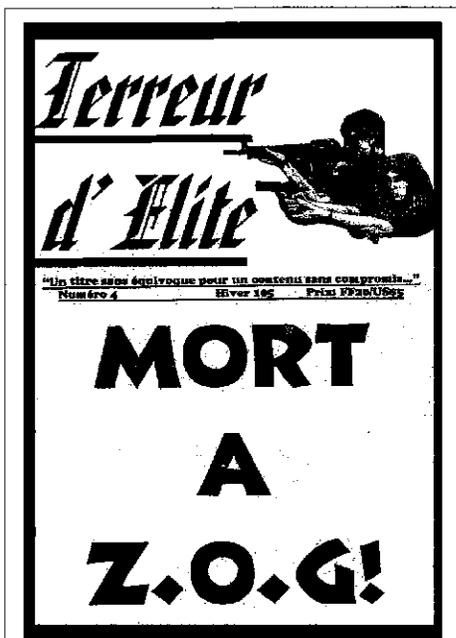
Fin 1990, il diffuse le premier numéro de son zine intitulé *9e Croisade*, «car dans l'histoire de notre nation, il n'y a que huit croisades contre les races impies». Dès cette époque, il développe de nombreux contacts, notamment avec les États-Unis, et plus particulièrement avec Ed Wolbank, le guitariste du

groupe skin Bound for Glory. Il profite de son temps libre (il prépare un BEP hôtellerie) pour voyager en France et rencontrer d'autres skinheads.

L'Américain

Ses études terminées, fin 1992, il décide de partir aux États-Unis où il est accueilli par Ed Wolbank. Celui-ci le fait profiter des contacts et de la structure d'une organisation skinhead dénommée Northern Hammer Skin (NHS), qui se développait alors dans tous les États-Unis. C'est ainsi qu'en janvier 1993, Guttuso participe à Pulawski à un meeting du KKK, dont il fait un compte rendu publié dans *L'Empire invisible*, la feuille d'infos de la branche française du KKK. Née dans le sud des États-Unis, la NHS est une organisation visant à coordonner les différents groupes de skins qui se sont développés, fournissant ainsi de nouveaux militants aux groupes du KKK et aux partis néo-nazis américains. L'influence du NHS dépasse bientôt le cadre des États-Unis (voir encadré p. X). Guttuso se charge alors de créer la branche française qu'il baptise Exiled Charlemagne Hammer Skin (ECHS) : exilée puisque pour l'instant basée aux États-Unis, Charlemagne en souvenir de la division SS composée de Français. En France, c'est un de ses contacts qui se charge de la créer. Il s'agit d'un skin de Nogent-sur-Marne, Alain Dieni, qui édite le skinzine *Extirpation totale*. Manque de chance, Dieni est arrêté en août 1993 à Villepinte avec deux autres skins (Xavier Bourdin du PNFE et Éric Petitberghien), avec dans leur voiture deux pistolets à grenaille, des grenades d'exercice et une centaine d'autocollants du NSDAP-AO de Gary Lauck. La tentative d'implanter le Charlemagne Hammer Skin en France tourne donc court, mais entre temps, Guttuso a doté le CHS d'une revue intitulée *Terreur d'Elite*, au contenu violemment antisémite et destinée à diffuser en France les thèses des groupes suprémacistes blancs.

Pour ces derniers, une conspiration juive influence et domine la politique des nations blanches, visant à l'abâtardissement de celles-ci en prônant le métissage, les États-Unis et sa capitale étant pour eux aux mains d'un gouvernement d'occupation d'origine juive, qu'ils ont baptisé ZOG (Zionist Occupation Government). Autour de ce concept se rassemblent les membres du KKK, les nationaux-socialistes, les catholiques antisémites, les skins prônant la «résistance» par tous les moyens, y compris



Un style tout en finesse...

par les armes. Le cas le plus connu est le mouvement The Order dirigé par Bob Mathews, qui fut impliqué dans des braquages et des assassinats de la fin 1983 à la fin 1984. Mathews fut abattu par le FBI, tandis que plusieurs de ses militants furent condamnés à perpétuité. Ces derniers sont devenus des héros pour les groupes d'extrême droite américains, et ils sont désignés dans leur propre presse comme des prisonniers de guerre (POW). L'un d'entre eux, David Lane, a écrit plusieurs textes qui sont devenus des références pour ces mouvements (comme un texte intitulé *Les 88 préceptes*). Ces mêmes groupes ont également adopté pour signature une phrase de Lane : « Nous devons sécuriser l'existence de notre race et un futur pour les enfants blancs », connue aussi sous le nom des « 14 mots de Lane ».

Outre la diffusion en français de textes de Lane et des autres « POW », Guttuso n'hésite pas à diffuser des recettes d'engins explosifs (cocktail Molotov, Napalm) et à inciter ses lecteurs à se procurer certaines revues américaines, dont il fournit les adresses, qui diffusent des manuels pour la fabrication et l'utilisation d'explosifs, le tout avec les précautions d'usage « Nous vous conseillons dans un premier temps de construire ces armes et d'en stocker un maximum à l'abri en attendant que l'opportunité de leur utilisation arrive ». Enfin, *Terreur d'Élite* sert aussi à Guttuso pour régler ses comptes avec le mouvement skin français qu'il trouve trop mou, et à l'occasion, ce journal lui permet de pratiquer la délation envers ses petits camarades « traîtres à la race » comme Stéphane Brousse, un skin de Limoges qui anime le skinzine *Nuits blanches*, ou encore Philippe Wagner du zine *Zéra*.

Le retour

Fin 1993, après près d'un an aux États-Unis, Guttuso rentre à Marseille, bien décidé à recruter pour le CHS. Il n'en continue pas moins son skinzine, mais vu le ton violemment antisémite de sa revue, tout courrier destiné à *Terreur d'Élite* doit être envoyé à la boîte postale de la NHS qui renvoie ensuite le courrier à l'adresse marseillaise de Guttuso, celle du label de distribution intitulé 88 Diffusion (88 pour HH, soit Heil Hitler Diffusion). Ce label est domicilié à la boîte postale d'un de ses camarades, Francis Désidéri, un vieux skin de 35 ans, père de quatre enfants, qui aimerait se remettre dans le bain. Mais Désidéri est marié à une femme très autoritaire qui le bloque un peu dans ses élans de

« guerrier urbain », et il a donc trouvé le biais de 88 Diffusion pour se remettre à militer. Outre son fanzine, Guttuso distribue aussi les productions du label canadien Resistance Record, domicilié lui aussi pour des raisons de sécurité, à Détroit aux États-Unis. Resistance Record, dirigé par Mark Wilson, produit l'ensemble des groupes musicaux skins américains et canadiens comme Bound of Glory, Rahowa ou Aryan.

Il diffuse aussi un magazine intitulé *Resistance Magazine*, diffusé à 20 000 exemplaires, dont le responsable est le chanteur du groupe Rahowa, Eric George Hawthorne (alias George Burdi), membre de l'Église du Créateur⁵. Guttuso n'est pas le seul à distribuer les productions de Resistance Records en France. Un autre diffuseur est Christian David, alias Rosco, un skin de Segré (dans le Maine-et-Loire) qui anime le skinzine *One Voice*. Riton, responsable du zine défunt *Skin pour l'Éternité*, du label du même nom et guitariste du groupe aujourd'hui splitté West Side Boys, diffuse lui aussi Resistance Records. Cela a le don d'énerver particulièrement Guttuso, car le Riton en question proclame souvent son aversion envers les skins nationaux-socialistes. Il préfère quant à lui se définir comme un nationaliste, sans plus. Il ne veut pas mélanger les affaires et la politique.

À 88 Diffusion, on peut aussi se procurer la revue du groupe anglais C18 (C pour Combat, 18 pour AH, comme Adolf Hitler), une organisation clandestine qui a été liée au British National Party⁶ et qui s'est spécialisée dans les attaques contre les librairies et les militants antiracistes et antifascistes⁷. C18 diffuse dans ses publications les noms et adresses des militants antifascistes, à charge pour les groupes locaux de les attaquer. C'est par l'intermédiaire de la revue *The Order* (paravent de C18) que Guttuso est entré en contact avec leur chef,

88 DIFFUSION

RESISTANCE RECORDS, COMBAT 18

and I.S.D. RECORDS Distributor

c/o

FRANCE

Envoyez un timbre pour recevoir notre catalogue
Send 1 IRC to get our catalogue

Charlie Sargent. Ce dernier a même accordé une interview exclusive à *Terreur d'Élite* pour son quatrième numéro. Au niveau européen, Guttuso entretient aussi pas mal de contacts avec la Suisse, notamment avec Olivier Kuhn, un skin responsable du Parti nationaliste suisse et européen, et avec les Suisses Hammer Skins (SHS). Guttuso était présent à la réunion annuelle de SHS à l'été 1994. En France, il est en contact avec le PNFÉ qui lui fait régulièrement de la pub dans ses publications. Mais il entretient aussi des rapports suivis avec le KKK français et son grand vizir Olivier Devalez. Devalez (ex-Tod) a créé la branche française du KKK en 1987 après avoir quitté le mouvement skin, mais son activité s'est bornée à la diffusion d'une revue intitulée *L'Empire invisible*, qu'il a transformée en *Croix de Feu* après une condamnation à de la prison ferme pour incitation à la haine raciale. Peu après, mettant en sommeil son organisation, il a quitté la France pour se balader en Europe (Allemagne, Suède...). Il semblerait qu'il soit revenu en France et qu'il tente de réactiver de nouveau son organisation.

La mouvance skin en France

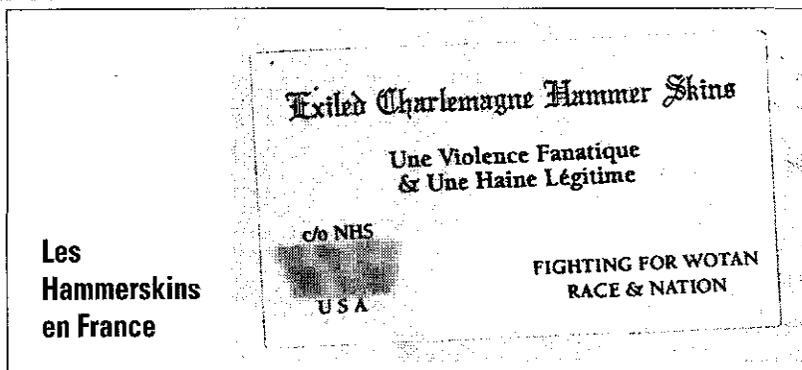
Lorsque Guttuso rentre en France en 1993, il découvre un mouvement skin en plein renouveau. Une nouvelle géné-

TERREUR D'ELITE

"Un titre sans équivoque pour un contenu sans compromis." MORT AUX JUIFS

LA Publication Aryenne par excellence.

Une réalisation CHARLEMAGNE HAMMER SKINS



ration est apparue, souvent très jeune ; ce renouveau se remarque aussi au niveau des skinzines, plus nombreux et plus politisées. Leur diffusion est certes restreinte (150 à 200 exemplaires maximum) et leur existence assez courte (moyenne de 4 à 5 numéros), mais leur renouvellement continu est le signe d'un nouveau développement du mouvement. Les plus politiques annoncent souvent la couleur dans leur titre : *Gestapo* pour le zine de Fabien Ménard des Sables d'Olonnes, *Totenkopf* pour celui du nordiste Eric Laguiller (qui organisa par ailleurs un des rares concerts skins de l'année 1994), *Vaincre* de Stéphane Perret, un proche du PNFE, *Swastika* de Cédric Béguin du PNFE, *100% Blancs* de David Bernard (*alias* Barns) de l'Essonne (un ancien de l'Association musicale européenne, qui se définit comme national-socialiste), *Walkyries* de Nicolas Saas de Strasbourg, *Le Menhir* de Régis Sielleur de Brest (qui lui se définit comme patriote breton et nationaliste européen), ou *War* de Thierry Pellouin, un skin de Laval en contact avec l'organisation américaine White Aryan Resistance.

Les groupes musicaux ont eux aussi une durée de vie assez courte. Citons en vrac, 9e Panzer Symphonie, Les Chauves Pourris, 5e Colonne, Offensive, Jeune Garde, Force de Frappe, Ultime Assaut... Certains groupes connus des années 1980 rejouent à nouveau, comme Légion 88 sous le nom de Vox Europa, tandis que son ancien chanteur Alain Perez (un ancien du FNJ, du MNR, des FNE puis du PNFE) se produit avec un groupe de hard core Short Cut. Bunker 84 est de nouveau sur les planches sous le nom de Wolfgang, tandis que deux anciens membres du groupe et de Brutal Combat jouent avec Bifrost. Indice indéniable du renouveau, des concerts ont de nouveau lieu, ce qui n'était plus possible depuis la fin des années 1980.

On estime la mouvance skin à près d'un millier de membres dont un noyau dur de 150 à 200 personnes, qui se répartissent géographiquement entre Paris et la région parisienne, la Normandie (un de

ses bastions avec Caen), Le Havre, Rouen, Cherbourg, puis la Bretagne avec Nantes et ses alentours ; dans le Sud, citons Bordeaux, Marseille, Perpignan, Nice et Cannes ; enfin l'Est de la France avec Strasbourg. Certains groupes semblent plus structurés que d'autres. À Bordeaux, le groupe est lié au skinzine *Un Jour Viendra*, dont un des leaders est Lionel Arduin, condamné à 20 mois de prison ferme pour des agressions contre un couple d'immigrés et un homo. À sa sortie de prison, il a pris contact avec le NSDAP-AO américain et le groupe anglais Blood and Honour. Ce groupe a à son actif l'organisation de plusieurs concerts dans la région bordelaise. À chaque fois, entre 200 et 300 skins sont venus de toute la France et même d'Europe (Angleterre, Espagne, Italie...). Le dernier date du 8 juillet dernier.

Une autre région phare est la Normandie. En décembre 1993, un concert Rock Against Communism (RAC) a réuni près de Caen environ 500 skins, dont de nombreux Parisiens venus en car. Rien d'étonnant à cela, car Caen est une ville où le PNFE dispose d'un groupe important dirigé par le vice-président du parti. Eric Sausset, un ancien skin membre du groupe aujourd'hui défunt les Bleach Boys. S'il n'est plus skin, il n'a pas perdu pour autant le contact avec ceux-ci. Un autre bastion dans la région : Le Havre. On y retrouve une vieille connaissance, Régis Kérhuel (*alias* Madskin), l'ancien bassiste des Evilskins. C'est un vieil ami de Serge Ayoub qu'il connaît depuis l'époque du Clan de la fac d'Assas. Kérhuel a été inculpé plusieurs fois pour coups et blessures, notamment en 1988, à la suite du concert de Brest organisé par Gaël Bodilis de Rebelles européens. Il partage son temps entre son travail de docker, ses deux enfants et les Jeunesses nationalistes-révolutionnaires dont il est membre. À l'occasion de tractage et de collage, on a pu remarquer la présence au Havre de militants parisiens des JNR, dont certains travaillaient à l'époque pour la sécurité du Paris-Saint-Germain. La nouvelle génération havraise s'orga-

nise autour d'une revue et d'un groupe portant le même nom, *Viking*, dirigés tous les deux par un étudiant de 21 ans, Greg Reemers. Greg semble être le petit jeune qui monte ; il se déplace beaucoup en France et en Europe, notamment en Angleterre où il a joué en décembre 1994 à Derby avec son groupe pour un concert organisé par Charlie Sargent et Combat 18. On a pu aussi le remarquer sur la vidéo de la télévision polonaise prise à la manifestation du Front national pour Jeanne d'Arc à Paris le premier mai. Il y diffusait son zine en compagnie de sa copine Élodie Lagarde, une bird de 20 ans qui éditait un zine pour filles, *Birds Band*.

L'axe Marseille-Le Havre

Dès lors, il était évident que deux personnes aussi actives que Greg et Guttuso n'allaient pas tarder à entrer en contact, contact d'ailleurs favorisé par le fait que Greg entretient déjà des relations avec les skins de Marseille qui diffusent le zine *Obélix*, que l'on peut se procurer auprès de Jérôme Philippe. C'est ainsi que durant l'été 1994, ces derniers ont hébergé un copain skin de Greg, un marine américain qui avait fait escale à Marseille. Malgré les meurtres de Paris et du Havre, tout ce petit monde n'en reste pas moins actif. C'est ainsi que Greg et ses copains de Marseille sont descendus à Milan le 27 mai 1995 pour assister à un concert RAC organisé par les skins italiens en hommage à Erik Banks, le premier chanteur de Bound for Glory, mort pour s'être retrouvé sur la trajectoire d'une balle tirée par un skin antiraciste. Ils y ont retrouvé des skins de Paris, de Strasbourg et les groupes Bifrost, 5e Colonne et d'ex-membres de Brutal Combat.

Depuis longtemps déjà, Guttuso et ses petits camarades étaient dérangés par l'envie d'organiser eux aussi un concert à Marseille. Ils ont ainsi décidé de se lancer ; ils louent une salle dans un hôtel restaurant des quartiers est de Marseille et contactent le groupe Fraction Hexagone pour la soirée. Le concert devait de se dérouler le 9 juin, mais le propriétaire de la salle a pris peur au dernier moment et a tout annulé : en conséquence, le concert s'est déplacé sur Cannes. Cette annulation a provoqué la colère de Greg en raison du manque de précaution de ses amis marseillais, d'autant plus que Guttuso s'est retrouvé avec une plainte des PTT sur le dos : il n'avait rien trouvé de mieux que de décorer de croix gammées une lettre destinée à l'un de ses correspondants...

À la différence de la précédente, la nouvelle génération skin semble plus politisée et plus extrémiste. Surtout, elle a su développer un réseau de contacts très importants avec la Grande-Bretagne et les États-Unis, et avec des groupes comme Combat 18 ou le KKK, qui prônent la violence armée. À leur contact, elle profite de leur réseau et apprend à mieux s'organiser. Pour preuve, la récente création de Sang et Honneur, la branche française de Blood and Honour ; pour éviter les problèmes avec la justice française, elle s'est fait domicilier à la boîte postale de The Order, la revue proche de Combat 18. Mais représentent-ils pour autant un véritable danger ? Pour le moment, pas vraiment. La radicalité de leur discours n'a pas encore débouché sur des actes violents structurés. D'autre part, ce milieu est très surveillé par la police. Pour cette dernière, l'existence de groupes tel que celui de Guttuso leur permet de mieux surveiller, contrôler et fichier tous «les cramés de la tête» attirés par ce genre de groupes (comme la FANE dans les années 1970, ou le PNFE aujourd'hui). Les petits copains de Guttuso seront sûrement désagréablement surpris d'apprendre par exemple que le courrier de Guttuso est surveillé de très près et que ceux qui le contactent voient leur nom enrichir le fichier des Renseigne-

ments généraux. À l'inverse, d'autres militants (souvent sortis du mouvement skin) ont élaboré une autre stratégie moins voyante prônant l'union des jeunes nationalistes toutes tendances confondues, à travers diverses publications comme *Réfléchir et Agir* ou *Combat nationaliste*. Pour notre part, nous pensons qu'il ne faut pas fantasmer sur le danger skin en lui-même. Le véritable danger vient de ceux qui utilisent les skins comme force de manœuvre. Rappelons que c'est dans la manifestation du Front national que les skins se baladaient, que c'est dans un bus mis à la disposition par le Front national que les skins responsables du meurtre sont venus de Reims. Au Havre, c'est après un meeting du Front national que deux skins ont tué. Ne l'oublions pas...

1. Parti libéral des Ouvriers allemands.
2. Parti national britannique.
3. Ordre des Militants flamands.
4. Voir *REFLEXes* n°23-24 et 25-26.
5. Une secte chrétienne néo-nazie.
6. Voir dans ce même numéro l'article de *Searchlight*, «C18, c'est reparti».
7. Voir entre autres «C comme combat 18 comme Adolf Hitler» in *REFLEXes* n°39, juin 1993 et «Combat 18 : suite et fin ?» in *REFLEXes* n°46, mai 1995.

REFLECHIR
&
AGIR

"La conquête des autres passe obligatoirement et d'abord par la conquête de soi-même. Celui qui se sera dominé lui-même domine les autres. C'est le premier secret ce qui est, de très loin, le plus difficile, le plus égoïste. Il est la clé de la puissance."

Joan Tharian



N°11 - Eté 1995 - 20,00F-

Réfléchir & Agir, ou quand les skins se prennent pour des intellectuels...

Pour info

Par le correspondant de *Searchlight* aux États-Unis

LES HAMMERSKINS et RESISTANCE RECORDS

George Burdi et Mark Wilson se sont associés pour faire revivre la scène skin néo-nazie aux États-Unis en créant le label Resistance Records. Burdi est un Canadien de 24 ans condamné pour une agression contre un militant antiraciste à Toronto. Il a fait appel et est en liberté sous caution. Wilson s'occupe de la distribution des disques depuis Détroit. Les deux compères sont des anciens de la Church of Creator (COTC), aujourd'hui inactive. Après avoir pris pendant dix ans conseil auprès de mouvements plus anciens, les skins américains se sont mis à développer leurs propres structures de distribution de musique et leurs propres organisations. Les Confederate Hammerskins sont actuellement l'organisation la plus importante (avec des sections dans des états du Sud des États-Unis comme le Texas, la Géorgie et le Tennessee). Tom Metzger, 50 ans, qui dirigeait du sud de la Californie White Aryan Resistance, a perdu le contrôle de la scène skin après qu'il a été reconnu responsable de la mort d'un jeune immigré éthiopien, Mulegeta Seraw, tué par quatre skins de l'Orégon. La plupart des skins militants se sont tournés vers la COTC de Ben Klassen. Juste avant son suicide en 1993, Klassen avait désigné Wilson comme héritier, mais ce dernier a perdu le contrôle de l'Église à cause d'une lutte interne avec un chiropracteur de Floride.

Burdi, un cadre important de Heritage Front était le chanteur du groupe skin de la COTC, Rahowa, qui appelait à la guerre raciale sainte. Après l'échec du Heritage Front de COTC, ils ont lancé Resistance Records pour commercialiser les K7 et les CD de groupes américains et européens comme Bound for Glory qui est actuellement le «meilleur» groupe des groupes skins des États-Unis et la principale attraction du festival d'Aryan Nations pour l'anniversaire de Hitler cette année. Le guitariste de Bound for Glory, Ed Wolbanks, participe aussi aux Hammerskins.

Les Hammerskins ont démarré dans la région de Dallas / Ft. Worth et se sont diffusés dans le Sud et le Nord des États-Unis puis en Europe. Ils utilisent Internet pour s'organiser et communiquer. Les groupes Hammerskin ont réussi à sortir leur propre CD, Hammerskin Nation. Les Hammerskins ont fait de Joe Rowan du groupe Nordic Thunder un martyr. Rowan a été tué dans une altercation raciste dans un magasin à Racine (Wisconsin) après le premier concert organisé par Resistance Records en septembre 1994. Rowan et les Hammerskins sont liés à l'édition américaine de *Blood & Honor*, et George Burdi a lancé son propre magazine promotionnel, *Resistance*.

Y en a qu'une c'est la thune

En passant de la IV^e à la V^e République, la politique a changé de registre... Finis, les meetings sous les préaux d'école : on commence à copier les Américains, on organise des conventions, des universités d'été ou d'hiver, des congrès monstres réunissant des milliers de délégués transportés, nourris, logés aux frais du parti. Les meetings géants nécessitent d'immenses chapiteaux, des sonorisations et des éclairages laser comme pour les vedettes de la chanson. Des campagnes d'affichage sont lancées sur les panneaux commerciaux, genre «La Force tranquille». Les leaders se doivent d'être habillés comme des princes, leurs dents sont toujours blanches, donc refaites ; il faut écrire encore et toujours des articles, des livres ; comme il faut du talent, on fait appel aux «nègres» politiques et on met parfois la main à la poche pour combler les pertes subies par les éditeurs. Enfin, il y a la radio, la

télévision : il faut donc apprendre à parler, à répondre vite et de façon percutante aux journalistes qui attendent la petite phrase. Et qui dispense les leçons ? Le même homme qui fera l'interview, en apparence sans complaisance. Ces «prestations» sont conçues, managées et mises en œuvre par des agences de relations publiques, des experts en image politique. Leur impact est mesuré par des bureaux d'études spécialisés, par des sondages d'autant plus fréquents que l'issue des élections se joue de plus en plus souvent à quelques petits points de pourcentage. Et ce n'est pas fini : entre les campagnes, les partis entretiennent des fonctionnaires politiques par dizaines, des attachés, des conseillers, des experts, des «communicants». Sans oublier les voitures de fonction pour les chefs, et l'installation du parti dans des immeubles de bureaux, que ce parti en soit le propriétaire ou locataire. des

journaux électoraux qui coûtent cher (étant donné que personne ne les lit)...Bref, au cours des décennies, tandis que les besoins augmentent sans cesse, la recherche de fonds électoraux est devenue une obsession pour les hommes politiques, et pour ainsi dire l'unique objet de leur activité. Et c'est ainsi qu'au fur et à mesure que croissent ces besoins, les groupes politiques ont recouru à mille expédients plus ou moins légaux pour remplir leurs caisses : bureaux d'études bidons, fausses factures, marchés publics et locaux truqués, etc.

L'accumulation des affaires, à droite comme à gauche, et leurs répercussions politiques (arrivée sur la scène politique du thème de la corruption avec De Villiers) ont obligé les députés à voter plusieurs lois visant à réglementer le financement des partis politiques et des campagnes électorales. La dernière en date, dite «loi Sapin», a été définitivement adoptée le 29 janvier 1993. Dorénavant, le financement est rendu public par la parution au

groupes Bouygues

Sociétés	RPR	PS	PR	PC
Bouygues	500 000		500 000	500 000
Bâtir				
Bouygues Bâtiments				
Ballestrero	5 000			
Bisseuil				
Bouyer		180 000		
Routière Colas	610 000	513 000	690 000	100 000
Dalla Vera			500 000	
ETDE		70 000		
France Construction				
Française de construction				
GFC	20 000	70 000		
Mistral Travaux				
Norpac	500 000	100 000		
Quillé	50 000		350 000	
SACER	30 000		320 000	
SAUR	210 000	55 000	50 000	270 000
SCREG	620 000	230 000	660 000	
SMAC / Acieroid	500 000	150 000		
SFS		50 000		
STIM			50 000	
TOTAL :	2 856 000	1 418 000	3 120 000	870 000

Chez Bouygues, on répartit ses efforts : deux tiers pour la droite, un tiers pour la gauche. Directement ou par filiales interposées, le conglomerat Bouygues a financé les campagnes électorales de la gauche comme celle de Jack Lang, d'Henri Emmanuelli, de Lionel Jospin, de Bernard Tapie, de Charles Fiterman, de Paul Quilès, d'Alain Geismar, de Marie-Noëlle Liemann ainsi que celle des grands leaders de la droite comme Valéry Giscard d'Estaing, François Bayrou, François d'Aubert, André Labarrere, Nicole Cathala, Michel Giraud et Robert Pandraud. Au total 150 députés ont bénéficié des mannes du roi du béton.

Journal officiel des comptes des partis politiques et de la liste des entreprises qui les soutiennent. Le Journal officiel n'étant pas le journal de chevet de tous ceux que ce problème intéresse, nous avons choisi de rendre plus largement publiques les informations qui y sont

Compagnie générale des eaux

Sociétés	RPR	PS	PR	PC
Cie générale des eaux		500 000		
Campenon		100 000		300 000
Heulin	90 000			
OTV			350 000	
Cie des eaux et de l'ozone	20 000	45 000		
SOGEA		350 000		
Cie générale de Chauffe		597 000		500 000
SADE	400 000	500 000	275 000	30 000
TOTAL :	510 000	2 092 000	625 000	830 000

Financement encore une fois à titre indicatif, car la CGE possède 2200 filiales. Par ses dons, la CGE a financé les campagnes électorales de Pierre Méhaignerie, de Robert-André Vivien, d'Olivier Guichard, d'André Santini, de Bernard Pons et ... d'André Laignol du PS.

publiées. Tout d'abord, il ne faut pas s'attendre à des révélations fracassantes. On a la confirmation que ce ne sont pas les cotisations des adhérents qui font vivre les partis ; mais depuis 1990 et la «loi Rocard», ce «manque à gagner» est comblé en partie par l'aide publique, c'est-à-dire que le citoyen contribue officiellement aux ressources de tous les partis. Cette aide publique, qui était de 525 millions en 1994, est divisée en deux fractions égales, l'une destinée aux partis représentés au Parlement, l'autre au financement des formations politiques en fonction de leurs résultats. Enfin, troisième source de financement et la plus importante, les dons des entreprises et des personnes privées. Là

aussi, au vu des chiffres et des noms publiés, on a confirmation de l'amour que le trio CGE, Lyonnaise des Eaux et Bouygues porte à la politique et que le RPR est le chouchou des entrepreneurs. À lui seul, ce parti a encaissé 48 millions de francs provenant de 900 entreprises. Il est suivi par le PS qui ne se débrouille pas trop mal avec 35 millions, le PR, le PC et l'UDF suivent avec respectivement 20 millions, 12 millions et «seulement» 4 millions pour le dernier. Détail qui a son importance, le plafonnement des dons est de 500 000 francs par entreprise, et non pas par groupe industriel. Autrement dit, les grandes compagnies peuvent financer plusieurs

fois les partis de leur choix via des filiales différentes, ce qui permet de dépasser allègrement le demi-million imposé par la loi. D'autre part, rien n'interdit à un patron de faire un don à titre privé (ceux-là restant anonymes), dont le maximum autorisé est 30 000 francs. Nous avons donc répertorié à titre indicatif les dons versés par les entreprises aux différents partis politiques, ainsi que ceux de leurs filiales que nous avons repérées, sachant par exemple que la CGE compte 2200 filiales, ou le groupe SAE douze sociétés réparties dans toute la France. Il ne s'agit donc pas des comptes exacts, mais ils permettent d'avoir une idée de l'importance de ces groupes dans la vie politique.

Lyonnaise des eaux

Sociétés	RPR	PS	PR	PC
Lyonnaise des eaux	300 000	500 000		
DUMEZ	1 305 000	390 000	250 000	
GTM	1 420 000	50 000		500 000
Travaux du Midi	30 000	100 000		
Distribution gaz et eau	30 000			
Eau et Force		27 500		
DEGREMONT	80 000	370 000		
Sté des eaux du Havre		15 000		
Sté des eaux de Cambrais	30 000	10 000		
Sté des eaux de Douai		40 000		
Sté des eaux de l'Essonne	20 000			
Sté des eaux du Nord	200 000	500 000		
Sté des eaux de Picardie		50 000		
Sté des eaux de Royan		10 000		
Sté des eaux de Trouville		60 000		
COFRETH	100 000	190 000		
TOTAL :	3 500 000	2 300 000	250 000	540 000

La Lyonnaise des Eaux a de plus financé une partie des campagnes électorales d'Olivier Guichard (RPR), de Valéry Giscard d'Estaing (UDF), de François Bayrou (UDF), de Michel Noir (RPR), de Bernard Pons (RPR), de Philippe Douste-Blazy (UDF) et de Guy Drut (RPR).

Pour le financement du FN, voir page suivante.

étranger

Supplément à REFLEXES n°47 oct/nov. 1995

édito

«P ourvu que les Serbes restent ! Pourvu qu'ils ne partent pas !» Le cri angoissé qui fait suite à la reprise de la Krajina n'a pas été poussé à Belgrade. Ni à Pale. Il vient de la campagne anti-guerre (ARK) de Zagreb, qui a immédiatement compris les futurs intérêts en jeu.

C'est vrai, l'établissement de la République serbe autoproclamée de Knin a été une catastrophe, humanitaire et politique ; la Krajina, avec la Slovénie, a été en 1991 le premier champ d'essai de la «purification ethnique». Sa chute, sur ce plan, est donc une défaite du fascisme grand-serbe. Mais la suite peut être aussi dangereuse. De façon plus «soft», toutes proportions gardées, le régime de Zagreb effectue le même nettoyage.

«Qu'ils ne partent pas !» Si la Krajina devenait «pure croate», les partitions ethniques seraient tout aussi légitimées et le danger aussi grand pour des guerres futures. 30 000 Serbes continuent à vivre à Zagreb, quasiment en état d'apartheid, mais ils résistent, parfois devant les tribunaux, et ils gagnent petit à petit leurs droits de citoyens. Ce droit des nationalités sera le premier garant des libertés démocratiques de l'après-guerre, dans une visée citoyenne. Si rien n'est fait, on ne fera que préparer la prochaine guerre. ■

Voir Dyarbakir... pour y croupir ?

«I l y a deux ans, nous étions trois cent cinquante mille habitants ici, aujourd'hui, nous en comptons près de deux millions». Dans les rues des bidonvilles, Mehmet ne retient pas sa colère contre un gouvernement qui l'oblige à vivre ici : «Le premier drame fut d'être chassés de nos villages et regroupés de force en ville». La raison de cet exode forcé des campagnes vers les villes, c'est la paranoïa du gouvernement, persuadé que chaque village sert de base au PKK. «Sans aucune structure prévue pour nous accueillir, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes, et c'est là notre second drame. Pas de travail, pas de logements, aucune aide de l'État ou de l'extérieur car les organisations humanitaires ne sont pas autorisées à nous rendre visite. Il reste seulement les petits boulots occasionnels pour nous, mais aussi pour les enfants qui ne peuvent être scolarisés. D'une part, c'est un problème financier insurmontable pour les parents,

La ville la plus importante du sud-ouest anatolien kurde dresse ses remparts à une centaine de kilomètres au nord-est de la frontière irakienne Bien éloignée de l'agitation militaro-médiatique qui secoue la région depuis l'intervention turque dans la zone de protection de l'ONU, la ville de Diyarbakir est un microcosme résumant toute la complexité de la situation des Kurdes en Turquie.

et de plus, un enfant qui travaille permet toujours une amélioration de l'ordinaire.» La vie quotidienne des populations victimes de la politique de regroupement du gouvernement se révèle une catastrophe sociale dont personne ne veut ou ne peut s'occuper. À travers toute la Turquie, les victimes de la diaspora kurde perdent peu à peu toute illusion

presque réduits à l'esclavage !». Sur cette situation de précarité vient se greffer un sentiment plus fort que tout : la peur. Peur de la répression, des arrestations arbitraires, des disparitions inexplicables. Dans Diyarbakir, la police et l'armée sont omniprésentes, organisées en un remarquable réseau de surveillance auditive et visuelle. Impossible de faire un

Sur cette situation de précarité vient se greffer un sentiment plus fort que tout : la peur.

quant à une éventuelle amélioration de leurs conditions de vie. «De plus, nous constituons ainsi une main d'œuvre bon marché, facilement malléable. Quel pays pourrait ainsi se passer de plusieurs millions de travailleurs

pas sans être suivi, de sortir du centre ville sans être arrêté, de parler librement aux gens dans la rue, il est dangereux pour tous, témoins ou acteurs, de raconter la réalité de la situation. Pour survivre ici, il faut aussi savoir se

taire et fermer les yeux. Suprême raffinement de ce système de surveillance : les guides spontanés, qui abordent tous les étrangers et se proposent de leur faire visiter la région. Simples informateurs ou policiers en civil, ils se disent tous sympathisants de la cause kurde, mais veulent surtout connaître les raisons de la présence des étrangers, les personnes rencontrées, leur avis sur

étranger

Supplément à REFLEXES n°47 oct/nov. 1995

édito

Voir Dyarbakir... pour y croupir ?

« Il y a deux ans, nous étions trois cent cinquante mille habitants ici, aujourd'hui, nous en comptons près de deux millions ». Dans les rues des bidonvilles, Mehmet ne retient pas sa colère contre un gouvernement qui l'oblige à vivre ici : « Le premier drame fut d'être chassés de nos villages et regroupés de force en ville ». La raison de cet exode forcé des campagnes vers les villes, c'est la paranoïa du gouvernement, persuadé que chaque village sert de base au PKK. « Sans aucune structure prévue pour nous accueillir, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes, et c'est là notre second drame. Pas de travail, pas de logements, aucune aide de l'État ou de l'extérieur car les organisations humanitaires ne sont pas autorisées à nous rendre visite. Il reste seulement les petits boulots occasionnels pour nous, mais aussi pour les enfants qui ne peuvent être scolarisés. D'une part, c'est un problème financier insurmontable pour les parents,

La ville la plus importante du sud-ouest anatolien kurde dresse ses remparts à une centaine de kilomètres au nord-est de la frontière irakienne. Bien éloignée de l'agitation militaro-médiatique qui secoue la région depuis l'intervention turque dans la zone de protection de l'ONU, la ville de Diyarbakir est un microcosme résumant toute la complexité de la situation des Kurdes en Turquie.

et de plus, un enfant qui travaille permet toujours une amélioration de l'ordinaire. » La vie quotidienne des populations victimes de la politique de regroupement du gouvernement se révèle une catastrophe sociale dont personne ne veut ou ne peut s'occuper. À travers toute la Turquie, les victimes de la diaspora kurde perdent peu à peu toute illusion

presque réduits à l'esclavage ! ». Sur cette situation de précarité vient se greffer un sentiment plus fort que tout : la peur. Peur de la répression, des arrestations arbitraires, des disparitions inexplicables. Dans Diyarbakir, la police et l'armée sont omniprésentes, organisées en un remarquable réseau de surveillance auditive et visuelle. Impossible de faire un

Sur cette situation de précarité vient se greffer un sentiment plus fort que tout : la peur.

quant à une éventuelle amélioration de leurs conditions de vie. « De plus, nous constituons ainsi une main d'œuvre bon marché, facilement malléable. Quel pays pourrait ainsi se passer de plusieurs millions de travailleurs

pas sans être suivi, de sortir du centre ville sans être arrêté, de parler librement aux gens dans la rue, il est dangereux pour tous, témoins ou acteurs, de raconter la réalité de la situation. Pour survivre ici, il faut aussi savoir se

« Pourvu que les Serbes restent ! Pourvu qu'ils ne partent pas ! » Le cri angoissé qui fait suite à la reprise de la Krajina n'a pas été poussé à Belgrade. Ni à Pale. Il vient de la campagne anti-guerre (ARK) de Zagreb, qui a immédiatement compris les futurs intérêts en jeu.

C'est vrai, l'établissement de la République serbe autoproclamée de Knin a été une catastrophe, humanitaire et politique ; la Krajina, avec la Slovénie, a été en 1991 le premier champ d'essai de la « purification ethnique ». Sa chute, sur ce plan, est donc une défaite du fascisme grand-serbe. Mais la suite peut être aussi dangereuse. De façon plus « soft », toutes proportions gardées, le régime de Zagreb effectue le même nettoyage.

« Qu'ils ne partent pas ! » Si la Krajina devenait « pure croate », les partitions ethniques seraient tout aussi légitimées et le danger aussi grand pour des guerres futures. 30 000 Serbes continuent à vivre à Zagreb, quasiment en état d'apartheid, mais ils résistent, parfois devant les tribunaux, et ils gagnent petit à petit leurs droits de citoyens. Ce droit des nationalités sera le premier garant des libertés démocratiques de l'après-guerre, dans une visée citoyenne. Si rien n'est fait, on ne fera que préparer la prochaine guerre. ■

taire et fermer les yeux. Suprême raffinement de ce système de surveillance : les guides spontanés, qui abordent tous les étrangers et se proposent de leur faire visiter la région. Simples informateurs ou policiers en civil, ils se disent tous sympathisants de la cause kurde, mais veulent surtout connaître les raisons de la présence des étrangers, les personnes rencontrées, leur avis sur

Suite de la page 11

la question kurde. Tout ceci afin de donner une vision plus correcte de la situation, de montrer des populations kurdes vivant en paix dans des sites touristiques remarquables, là où la philosophie kémaliste prend toute sa signification, à savoir «qu'en Turquie, il n'y a que des Turcs». Si une partie des Kurdes exige l'indépendance, la majorité se contenterait d'une reconnaissance de sa culture et surtout de sa langue. Mais le gouvernement d'Ankara a toujours fait la sourde oreille à ces revendications, et il applique une politique de répression qui, paraphrasant Goebbels, peut se résumer ainsi : «Quand j'entends le mot kurde, je sors mon revolver». Seule concession faite, l'autorisation de se différencier par la dénomination de l'une des montagnes. Autrement dit, rien de bien significatif, puisque même les fêtes traditionnelles sont interdites. Par exemple le nouvel an qui, pour le peuple kurde, se fête le 21 mars. Toute la nuit, ils chantent et dansent à la lueur de gigantesques brasiers érigés ainsi chaque année depuis plus de deux mille ans : c'est le Newroz. À Diyarbakir, cette cérémonie est devenue le symbole des revendications kurdes. Ces dernières années, les célébrations ont été marquées par de violents affrontements avec les forces de l'ordre. Diyarbakir est désormais présente dans la longue liste des civils-martyrs. Mais cette année, rien ne se passe, aucune clameur ne résonne dans les rues, aucun brasier ne vient illuminer les vieilles rues du centre. Cette année, le gouvernement a fait du Newroz une fête turque, selon la plus pure doctrine kémaliste, et malgré leur extrême nervosité, les forces de l'ordre présentes à chaque coin de rue resteront calmes. La «turquisation» de la fête a conduit les Kurdes à un acte politique de résistance pacifique. Pas de bruit, pas de fumées, rien qui puisse légitimer la naissance de ce Newroz turc. Toute manifestation organisée dans un but de pure propagande comporte des trésors d'ingéniosité déployés dans des scènes grandioses, certes, mais qui

confinent parfois à la farce, voire à la bouffonnerie, lorsque les acteurs et organisateurs en font trop. Le Newroz à la sauce turque fait hésiter entre la condescendance et la franche rigolade. Un seul détail empêche d'éclater franchement de rire, c'est la présence de gardes armés tout autour du gymnase qui sert de décor à cette magnifique opération de relations publiques. Rien ne manque à la mise en scène. Une dizaine d'équipes vidéo filment en permanence une série d'intervenants locaux, issus des milieux notables expliquent à un public attentif les bienfaits de la civilisation des Kurdes en Turquie. Petit problème : le public en question est composé de deux-tiers d'enfants, et le reste de policiers en civil. De temps en temps, des écoliers en costume bleu ciel présentent chants et danses traditionnels sous le sévère regard d'un immense portrait de Mustafa Kémal entouré de fleurs. Dommage que Leni Riefenstahl ne soit pas venue filmer tout cela. À la fin de l'après-midi, tout était fini, la fraîche nuit anatolienne recouvrit Diyarbakir de son paisible manteau. La nouvelle année kurde s'annonce calme, mais combien de temps encore les millions de Kurdes de Turquie acceptent-ils ce genre de clownerie politique ? Le seul espoir pour les populations kurdes d'être reconnues, c'est la possibilité d'une entrée de la Turquie au sein de la communauté européenne, ce qui obligerait le gouvernement à respecter et à appliquer la convention internationale des Droits de l'Homme. Cela permettrait une résolution pacifique du conflit, et pas seulement en Turquie. Car dans cette région du monde, les Kurdes sont une sorte de «Wargame» international et tous les pays viennent jouer. Malheureusement, une semaine après la signature d'un accord commercial entre l'Union européenne et la Turquie, les troupes turques franchissaient la frontière irakienne, violant ainsi les règles les plus élémentaires du droit international et faisant de nombreuses victimes parmi les

Historique

L'origine kurde est encore aujourd'hui une problématique controversée entre scientifiques, historiens et linguistes. C'est avec la révolte (21 mars 612 av JC) contre le pouvoir assyrien que les Kurdes fêtent communément leur jour de libération : le Newroz ou nouvel an kurde. En 1919-22, Mustafa Kémal, (fondateur de la Turquie), proclame un «État turc homogène», interdit les écoles religieuses (kurdes au Kurdistan) et la langue kurde. Après de nombreuses révoltes, suivies de répressions turques entre 1925 et 1960, ainsi que des transferts massifs des populations kurdes vers l'Ouest, naissent des partis d'inspiration «marxiste-léniniste». En 1978, l'un d'eux, le PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan), proclame la lutte armée et la terreur révolutionnaire contre la droite turque et les féodaux». En septembre 1980, l'armée prend le pouvoir, la constitution ne permet aucune liberté d'expression, de réunion, d'association pour les Kurdes : parler kurde devient un délit. En 1984, le gouvernement met en place une milice kurde de «protecteurs de villages» et place les onze provinces du sud-est sous régime militaire, avec un super-préfet à Diyarbakir, qui a les pleins pouvoirs. En août 1990, la conven-

tion des Droits de l'Homme est suspendue pour cette région. En avril 1991 passe une loi anti-terreur : revendiquer l'identité kurde est un crime contre l'État turc. Les députés du HEP (Parti du Travail du Peuple) demandent une solution politique au problème. Le Procureur de la Cour de Sûreté de l'État leur répond en les traînant en justice, pour «séparatisme». En 1993, le HEP devient le DEP (Parti de la Démocratie), et la même année, Tancu Ciller est nommée premier ministre et donne carte blanche à l'armée, en affirmant «qu'il n'y a ni Kurdes, ni problème kurde en Turquie», mais «un problème de terrorisme qu'il faut éradiquer avec force». Entre 1992 et 1993, 74 dirigeants nationaux ou régionaux du DEP ont été assassinés, ainsi qu'un de leur député. Au cours de l'année 1994 est votée à Ankara la levée de l'immunité parlementaire de six députés du DEP, d'autres, de retour du Parlement européen de Strasbourg, ont été arrêtés et condamnés à quinze ans de prison. Le bilan de l'année 1994 montre clairement la volonté de la part de la Turquie de résoudre le problème kurde, et ce de façon radicale. 35 millions de francs ont été dépensés par l'armée en un an, pas moins de trente mille soldats ont été envoyés dans les zones kurdes, plus de deux mille villages ont été détruits. L'association des Droits de l'Homme en Turquie (HID) a publié au cours du mois de décembre 1994 les chiffres suivants relatifs aux violations des Droits de l'Homme : 164 arrestations, 326 morts dans les conflits, 17 personnes tuées par des inconnus, 21 morts en détention ou sous la torture, et 107 prisonniers d'opinion. Actuelle-



Suite de l'historique

ment, la plupart des partis kurdes cherchent des solutions aux conflits, en exil. L'Europe reste, pour les Kurdes comme pour les Turcs, la seule ouverture possible pour résoudre leurs problèmes. Que ce soit le PKK (signataire de la convention de Genève depuis le 24 janvier 1995) qui essaie de sensibiliser les autorités de l'Europe et des Nations-Unies, ou les différents partis turcs qui appuient leur gouvernement afin de pouvoir entrer dans la CEE. Le fait que la France, l'Allemagne et les États-Unis soient les principaux vendeurs d'armes de la Turquie, et de ce fait les premiers protagonistes de cette guerre, pourrait sembler en contradiction avec les demandes de résolution qui leur sont faites. Cette volonté d'adhésion à l'Union européenne est motivée par le besoin d'un développement économique et industriel des métropoles turques. La Turquie souffre d'un grand déficit économique ; la cause principale est la politique militaire exercée, qui a eu comme conséquence de porter l'inflation à 120%. L'ouverture vers l'Europe implique, en contrepartie, un droit de regard sur la politique appliquée, et donc, un respect des lois « démocratiques », raison pour laquelle les partis kurdes soutiennent cette demande. Mais la Turquie, elle, se trouve divisée en deux ; les partis pour le développement économique comme le YDH (Parti de la Nouvelle Démocratie) et le DYP (Parti de la Juste Voie, celui de M^{me} Ciller), qui ont déjà industrialisé certaines métropoles grâce au soutien européen (Alcatel, Telecom...), et de l'autre côté, l'armée et les fondamentalismes (RP, Parti de la Prospérité), qui détiennent les trois grandes métropoles (Ankara, Istanbul, Diyarbakir) et refusent toute adhésion à l'Europe. Dans les années 1970, le Refah (RP) s'était déjà intégré à la vie politique : il est à l'origine de la création de nombreuses écoles religieuses. En Turquie, les mouvements de fondamentalistes ne cessent de se développer et de prendre de l'importance dans les décisions de l'État, car il n'existe aucune

Interview

Nous avons interviewé une personne connaissant bien la situation et qui souhaite pour des raisons évidentes garder l'anonymat.

REFLEXes : Peux-tu nous définir en quelques mots les limites entre la nécessité et le danger d'un parti pro-kurde comme le PKK ?

Déjà, pour comprendre la situation du PKK, il faut savoir comment ce parti s'est créé et dans quelles conditions. Quand la Turquie a voulu coloniser les régions du Kurdistan, elle n'a jamais basé sa politique sur l'intégration ou l'assimilation, mais sur la discrimination par la force. Au lieu de contrôler de façon économique, politique ou culturelle, elle a directement envoyé l'armée pour prendre le pouvoir par les armes, en essayant de diviser les structures kurdes. Le PKK a adapté sa politique sur cette réalité et a pu développer ses forces militaires, de façon légitime, contre les répressions de la Turquie. Parallèlement, il a lutté contre les autres organisations kurdes pour créer une politique de masse. C'est par la terreur et par les armes qu'il a fait sa place sur le terrain politique, en interdisant aux autres groupes kurdes de se développer. Après le putsch de 1980, la grande majorité des organisations kurdes se sont exilées en Europe pour lutter contre le pouvoir turc, avec le soutien des partis internationaux. Le PKK a lui reculé dans les régions kurdes des pays voisins (Syrie, Liban...) pour organiser sa structure militaire. À ce moment-là, la Turquie a déclaré « la terreur ouverte » et a provoqué l'éclatement de la gauche kurde et turque. En 1985, le PKK, seul parti luttant contre l'État et l'armée, reste malheureusement la dernière alternative face à la « guerre ouverte » déclarée par la Turquie. L'intellectualisme y est considéré comme un luxe. Il n'y a pas de temps pour la discussion, toute prise de décision est unilatérale et chaque militant est prêt à mourir pour la liberté. Le danger de ces organisations de masse est la négation de l'individu au nom de l'organisation et le développement de sa structure sur un mode militaire et non culturel ou social.

REFLEXes : Les mouvements fondamentalistes se sont largement développés en Turquie : quelles

sont les relations entre les différents groupes islamistes comme le Hezbollah et le Refah (Parti de la Prospérité), par exemple ?

Le peuple kurde est un peuple musulman sunnite, le Kurdistan a toujours été fidèle à l'Islam. La Turquie s'est servie de cela pour manipuler les régions kurdes contre l'idée de nation qui commençait à se répandre, en prétextant le sentiment de « fraternité de religion ». Le Hezbollah est une organisation d'extrémistes islamistes illégale, qui s'est créée en 1990 au Kurdistan. Il est vraisemblable qu'elle a été montée de toutes pièces par l'État turc et qu'elle travaille avec la police. Le Hezbollah turc n'a aucune relation avec celui du Liban. Ce groupe lutte contre les indépendantistes kurdes. Le Refah est un parti islamiste, le seul qui n'est pas panturkiste, ce qui explique qu'il récupère facilement des voix kurdes. Le Refah rassemble tous les groupuscules extrémistes islamistes, dont le Hezbollah.

REFLEXes : Comment expliques-tu la quasi inexistence de la gauche en Turquie, mise à part les partis pro-kurdes comme le PKK ?

Avant le push de 1980, les organisations de gauche turques et kurdes travaillaient ensemble. Comme je l'ai déjà expliqué, l'État a tout fait pour éclater les forces d'opposition,

l'État a tout fait pour éclater les forces d'opposition, et les techniques du PKK n'ont fait qu'accentuer ce phénomène.

et les techniques du PKK n'ont fait qu'accentuer ce phénomène. De plus, comme partout ailleurs, la chute du mur de Berlin et les événements en Russie ont amené à un recul des valeurs de la gauche. Depuis dix ans, seuls les groupes kurdes arrivent à se mobiliser face aux événements qui ont lieu au Kurdistan, mais la gauche turque refuse de prendre parti pour le PKK ou pour l'État et reste de ce fait silencieuse face aux problèmes de la Turquie. Aussi, le nationalisme en profite pour prendre du pouvoir.

Actuellement, une nouvelle gauche essaie de se restructurer, mais elle fait face à de nombreuses difficultés, que ce soient les répressions continues de l'État, la montée du nationalisme, celle de l'islamisme, les massacres perpétrés par l'armée dans les régions kurdes et la prise de position face à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. Ses actions sont, actuellement, la création de différents journaux publiés légalement ou pas. ■

Les partis politiques turcs

- **BSP** : Parti socialiste uni (marxiste-léniniste)
- **IP** : Parti ouvrier
- **SIP** : Parti du Pouvoir socialiste
- **YDH** : Mouvement de la Nouvelle Démocratie

- **RP** : Parti de la Prospérité (Refah Partisi)
- **CHP** : Parti républicain du Peuple (kémaliste)
- **DYP** : Parti de la Juste Voie (sociaux-démocrates)
- **DSP** : Parti démocratique de gauche (centriste)
- **ANAP** : Parti de la Mère Patrie (parti de l'ancien président Ozal, tendance droite)

Nouvelle collaboration au livret Europe de REFLEXes, la chronique d'un journal antifasciste suédois, EXPO.

EXPO

ANTIFASCISTISKT NYHETSBLAD

Aux élections de 1994, le Sverigedemokraterna (SD)¹ a obtenu à peu près 14 000 voix, soit 0,25% des suffrages. Le parti populiste Ny Demokrati (NyD)² a disparu du Parlement, obtenant 70 000 voix, soit 1,23% des suffrages. Avec quelques autres groupes, les partis racistes de Suède ont obtenu environ 100 000 voix (1,74%).

Sverigedemokraterna (SD)

À l'exception du SD qui a triplé ses voix depuis 1991 et qui est passé de deux à cinq élus aux élections municipales, la plupart de ces partis ont chuté. Le SD fait suite au Bevara Sveridge Svenkst (BSS)³ et au Sveridgepartiet (SvP)⁴, et représente le fascisme parlementaire suédois depuis 1988. Avec environ 5000 membres selon leurs propres sources (vraisemblablement plutôt un millier), et peut-être quarante groupes locaux, le parti a obtenu 1100 voix en 1988 et 4900 en 1991, remportant ainsi leurs deux premiers sièges municipaux. Jusqu'au mois de mars de cette année, le SD était dirigé par Anders Klarström, originaire de Göteborg et ancien bonehead, qui a été membre du Nordiska Rikspartiet (NRP)⁵, un parti ouvertement nazi. Il a été remplacé au 7^e congrès du parti, qui s'est tenu au mois de mars de cette année à Örebro, par Mikael Jansson, un

ancien membre du Centerpartiet⁶, principal mouvement de droite suédois. Le passé «normal» du dirigeant nouvellement élu aura probablement une influence sur la popularité du parti auprès des groupes néo-nazis. Le SD a toujours eu comme modèle le Front national, mais Klarström n'est jamais parvenu à «effacer» de manière crédible l'empreinte nazie de son parti. En tout cas, pas durant les manifestations et les meetings du SD où la présence nazie a été très frappante, en particulier la présence bonehead. Le SD a son quartier général à Stockholm et il publie irrégulièrement le *SD-Kuriren*⁷ et le *SD-Bulletinen*⁸ à peu près chaque mois. Les détournements de fonds de Klarström et une campagne électorale onéreuse ont poussé le parti à réduire ses activités.

Le SD a organisé le 29 avril sa cinquième marche d'Engelbrekt (d'après un héros du folklore suédois du Moyen-Âge, Engelbrekt Engelbrektsson) qui a

réunit 250 participants à Stockholm, ce qui est beaucoup moins que l'année précédente où le parti avait pu rassembler environ 400 personnes. Le 6 mai, le SD a tenu un meeting dans la petite ville de Borlänge, qui a réunit 40 personnes dont la moitié venait d'autres villes. Le jour de la fête nationale, le 6 juin, le SD voulait organiser un meeting à Stockholm et dans d'autres villes. Pour cet automne, le parti prévoit une campagne de sensibilisation autour de son nouveau dirigeant.

Le mouvement skinhead néo-nazi

Le mouvement bonehead réussit actuellement à se développer par le biais de la musique, appelée «vikingarock»⁹. Les braquages de banque et les vols d'armes du Vitt Ariskt Motstånd (VAM)¹⁰ des années 1991-1992 ont depuis 1993 été remplacés par des concerts de rock «white power» qui réunissent des centaines de participants. Le mouvement néo-

nazi suédois vit du succès atteint par le groupe de musique skinhead Ultima Thule depuis le printemps 1993 (plus de 200 000 disques vendus et entrée aux hit-parades du pays). Les membres d'Ultima Thule n'ont jamais proclamé être des néo-nazis, mais ils ont été le fer de lance du mouvement bonehead suédois et du SD. Tout cela grâce au financement de Bert Karlsson, l'un des dirigeants du NyD, et au soutien moral d'un homme appelé Anders Carlberg, un puissant social-démocrate de Stockholm qui travaille sur les projets de la jeunesse skinhead. Ultima Thule a créé une vaste mode skinhead en popularisant le crâne rasé et le drapeau suédois. Le résultat de la percée incroyable de ce groupe : des milliers de boneheads dans le pays, des bandes de crânes rasés dans chaque ville et un mouvement néo-nazi grandissant.

En 1993, la plupart des actions et manifestations violentes ont cessé, remplacées par des concerts mensuels ; le meilleur exemple étant le concert qui a eu lieu le 30 avril 1994 dans Sollebrunn à Alingsås, et qui a peut-être réuni 600 participants. Il y a aujourd'hui quatre maisons de disques rien que pour la musique néo-nazie, et de nombreuses chaînes de distribution, certaines suffisamment riches pour avoir de la publicité dans les grands quotidiens du soir. Les concerts sont organisés par une nouvelle génération plus jeune et plus idéologique, le meilleur exemple étant Donald Hansson à Göteborg. Ce «mouvement musical» rapporte des milliers de couronnes et occupe des centaines de personnes à travers



Le groupe suédois de oi néo-nazi Midgards Soner

tout le pays. L'organisation politique de cette sous-culture est le Riksfrenten¹¹, qui possède des groupes locaux comme le Nationalsocialistisk Front¹² de Karlskrona et le Västra Aros SA de Västerås. Le Riksfrenten a été créé en 1990 en tant que Foreningen Sveriges Framtid¹³, et a été réorganisé en 1994 par Torulf Magnusson et plus tard par Jonas Ledin. Le Riksfrenten doit avoir environ un millier de membres et sympathisants.

Les actions violentes ont continué mais de façon moins organisée. Elles y impliquent ceux que l'on appelle les «bébés skins», c'est-à-dire de jeunes boneheads âgés de 11 à 16 ans qui sont pires que leurs aînés et surtout plus brutaux. Le jour de la Saint-Sylvestre, un «bébé skin» de 16 ans a été tué au Fryshuset, fréquenté par les boneheads à Stockholm et appartenant à Carlberg.

Un autre «bébé skin» a été entendu au sujet de ce meurtre extrêmement brutal (l'une des deux mains de la victime avait été arrachée), et tout laisse à penser qu'il s'agit d'une histoire intrinsèque à cette violente culture de la jeunesse. Ce meurtre,

un concert le 2 février et les nombreuses innocentes victimes d'actes violents ont conduit à un débat sur Carlberg et ses skinheads, ainsi que sur l'inquiétante situation de Stockholm où les contribuables doivent payer pour l'alcool des skinheads (Carlberg vend de l'alcool aux boneheads) et pour les cours militaires (il existe une coopération entre le Fryshuset, Carlberg et les militaires suédois !) donnés aux skinheads. Le 11 mars, Mitri Lehto, un bonehead du Västra Aros SA, a tué un joueur de hockey sur glace homosexuel, Peter Karlsson, à Västerås. La cour l'a condamné à huit ans de prison et, pour ce qui est des poursuites judiciaires, Lehto se préoccupe seulement de ses propres affaires depuis qu'il est en prison ; car elles ne doivent surtout pas tomber entre les mains d'immigrés ! Le même mois, le meurtre d'un homosexuel assyrien datant de 1991 a été résolu et trois néonazis ont été appréhendés par la police à Uddevalla. La violence des boneheads est très étendue et souvent mortelle en Suède : juste pour Stockholm, 107 actes de violence ont été commis par des boneheads entre septembre 1994

et mai 1995. De plus, les attaques d'habitations d'immigrés se sont transformées en affrontements entre bandes de boneheads et d'immigrés dans les rues.

Les sociaux-démocrates ont repris le pouvoir aux élections de 1994 après trois années d'un gouvernement bourgeois très impopulaire. Leif «Bloomman» Blomberg¹⁴ est devenu le nouveau ministre de l'immigration en récupérant les voix du NyD grâce à sa rhétorique agressive. Les anciens partis populistes suédois tels que le Framstegspartiet¹⁵ et les Centrumdemokraterna¹⁶ sont encore puissants au niveau local dans le sud de la Suède. Un nouveau phénomène est apparu en Suède, qui se caractérise par un glissement à droite et par l'apparition d'un réseau raciste intellectuel appelé Fri Information¹⁷. Les représentants de la haute société suédoise se rencontrent, et de leur réunion ressort un mélange d'hostilité envers les immigrés, de peur d'une société multiculturelle, d'antisémitisme et de crypto-nazisme. Fri Information a commencé en 1992 comme journal : il circulait

parmi des personnes des Moderaterna¹⁸, le principal parti conservateur. Il est devenu aujourd'hui une organisation indépendante qui influence la politique suédoise de l'immigration sous le règne de «Bloomman».

En résumé, le mouvement anti-fasciste suédois doit faire face à une culture de la jeunesse néonazie grandissante et à un mouvement vers la droite de l'establishment politique. L'extrême droite parlementaire n'est plus nécessaire, et la guerre raciale du VAM a été remplacée par des concerts. ■

1. Démocrates suédois.
2. Nouvelle Démocratie.
3. Garder la Suède suédoise.
4. Parti suédois.
5. Parti national nordique.
6. Parti du Centre.
7. Le Courrier du SD.
8. Le Bulletin du SD (interne).
9. Rock viking.
10. Résistance aryenne blanche.
11. Front national.
12. Front national-socialiste.
13. Société de l'Avenir de la Suède.
14. Surnommé «la fleur».
15. Parti du Progrès.
16. Démocrates du Centre.

REFLEX^{es} EST DÉSORMAIS SUR LE RÉSEAU DES RÉSEaux.
RETROUVEZ DES ARTICLES ET LES SOMMAIRES DES ANCIENS NUMEROS, DES INFOS...

DEPUIS LE 10 SEPTEMBRE

LE PREMIER SERVEUR ALTERNATIF EN FRANÇAIS SUR INTERNET

http : // www.anet.fr/~aris/

RETROUVEZ
NO PASARAN ! • REFLEXES • CRIDA • EUROPEAN COUNTER NETWORK • FREE MUMIA • NIKE LE NUKE • ETC.
SAMIZDAT

SEARCHLIGHT

THE INTERNATIONAL ANTI-FASCIST MONTHLY

C18 :
c'est reparti !

Les luttes de pouvoir qui ont lieu à l'intérieur du Parti conservateur ne constituent qu'un seul des éléments actuels de la vie politique britannique : on ne sait pas encore si les Tories vont continuer à être dirigés par un homme de centre-droit, le premier ministre John Major, ou si un homme plus à droite idéologiquement comme John Redwood va s'imposer. À l'extrême droite, la lutte pour la conquête de l'espace politique néo-nazi et néo-fasciste est aussi engagée.

Le **British National Party**, qui a essuyé plusieurs revers aux élections locales, semble abandonner la stratégie électoraliste. John Tyndall, son leader, cherche à créer un regroupement du même type que celui qu'avait formé le National Front dans les années 1967 à 1973 où coopéraient des groupes de droite extrême proches du Parti conservateur et des néo-nazis. Le National Front avait été capable d'intégrer de nouvelles recrues à cette époque. John Tyndall tourne autour du River Club qui a été créé et est dirigé par d'anciens amis de John Tyndall, de l'époque où ils étaient tous au National Front. De nombreuses personnes de la droite extrême assistent aux réunions de ce club, de l'écrivain révisionniste David Irving à des responsables proches du nouveau magazine *tory* très à droite *Right now*, dirigé par Ralph Harrison. Harrison est un ancien candidat conservateur aux municipales : il s'était présenté au milieu des années 1980 en menant une campagne ouvertement raciste. Il a été par ailleurs très proche de la très raciste

Lady Jane Birdwood, dans un groupe appelé Fairplay.

Aujourd'hui, il est également un des membres les plus en vue d'un groupe païen de droite, Odinic Rite. Pour ses activités dans *Right Now*, Harrison a tenté de dissimuler son identité en utilisant son deuxième prénom, Michael, puis en trouvant une autre personne pour jouer le rôle d'éditeur. Le magazine comporte de nombreux articles ou interventions de parlementaires conservateurs hostiles à Maastricht.

Tyndall passe son temps à répéter aux membres restants du BNP qu'ils doivent passer leur temps à distribuer des tracts, et qu'il faudra quatre ans avant que le BNP voie son électorat grandir. Il pense que les Conservateurs resteront au pouvoir encore deux ans, avant que le Parti travailliste gagne les élections. Il pense qu'il faudra encore deux ans pour que les électeurs se détournent du Labour (qui aura été incapable de concrétiser ses promesses), et se tournent peut-être vers l'extrême droite. On ne peut qu'être ébahi par la confiance que Tyndall a en lui ; il se sent capable de gagner contre des personnalités très conservatrices comme Michael Portillo et John Redwood.

Le groupe terroriste néo-nazi **Combat 18**, qui doit être envisagé comme une création des services de renseignement britanniques, a depuis juin 1994 son mouvement politique, la National Socialist Alliance (qu'il ne faut pas confondre avec la National Alliance de John Cato). Les actions de la NSA servent de couverture à de nombreux néo-nazis membres entre autres de Blood and Honour (l'organisa-

Si vous voulez lire tous les mois *Searchlight* en VO vous pouvez :

- vous abonner : individus (24€), organisations (32€) à envoyer par mandat international ou Eurochèque à Searchlight 37B New Cavendish Street London W1M 8JR Grande-Bretagne (Chèque à l'ordre de Searchlight).
- acheter chaque mois *Searchlight* à Publico 145, rue Amelot 75011 Paris Métro République (20frs le numéro).
- ou commander les numéros à Réflex 21^{er} rue Voltaire 75015 Paris. (20frs le numéro, frais d'envoi inclus).

tion qui fait la promotion de la musique néo-nazie), ou bien servent à attirer de nombreux hooligans d'extrême droite.

Les groupes nationaux-socialistes sont désormais alliés à la NSA qui a attiré de nombreux membres des comités de rédaction de plusieurs publications néo-nazies, une bonne partie des adhérents du groupuscule British Movement, un autre groupuscule appelé National Socialist Group et l'ensemble de la section d'Irlande du Nord du BNP. Cette année, la NSA a renforcé ses liens avec les «loyalistes» d'Ulster qui refusent les négociations de paix qui ont lieu dans cette région. Leurs réunions publiques ont vu beaucoup plus de monde que celles du BNP aujourd'hui, et ils ont organisé des concerts de Blood and Honour de façon régulière. Ces activités se sont déroulées sans une véritable opposition massive du mouvement antifasciste.

La NSA a organisé des meetings régionaux importants à Londres, Birmingham, Wolverhampton, Hleanor, Derby, Halifax et Nottingham. Presque à chaque fois, un officier du groupe paramilitaire Ulster Defence Association (UDA) était présent, accréditant ainsi l'idée que des liens profonds existent entre la NSA/Combat 18 et les paramilitaires d'Irlande du Nord. Des néo-nazis d'autres pays européens ont assisté aux concerts organisés par la NSA, à Londres, Cambridge, Hleanor, Nottingham, dans les West Midlands et dans le Somerset. Le BNP ne compte plus qu'entre 400 et 700 membres après le départ de militants mais aussi de sections entières pour la NSA. Ces arrivées ont fait de la NSA et de Combat 18 le groupe le plus important de l'extrême droite anglaise, et pour la première fois dans l'histoire politique britannique, c'est un groupe national-socialiste qui est le parti le plus

important de l'extrême droite. On a aussi assisté au retour sur la scène politique de Nick Griffin, qui selon ses collègues peut jouer un rôle à part. Il fut président de la tendance political soldier du National Front, avant d'être le fondateur d'International Third Position. Il édite aujourd'hui *The Rune*, une publication du BNP, mais il ne garde pas tous ces œufs dans le même panier ; il écrit sous pseudonyme dans des revues de gauche ou dans des revues écologistes. Il est capable de promouvoir ses idées tercéristes dans un regroupement plus large.

Sans illusions à l'égard des partis traditionnels, et en particulier à l'égard du travailliste Tony Blair qui n'a pas su leur offrir une alternative de gauche (ou même centriste), les gens se détournent de plus en plus des urnes. Ils cherchent alors des réponses dans une multitude de groupes qui mènent des campagnes contre l'exportation des animaux vivants, le nucléaire, les déchets toxiques ou le programme gouvernemental de construction des routes. L'extrême droite est active dans plusieurs de ces groupes, et ses idées trouvent un écho certain dans des cercles plus larges. Le plaidoyer pour les idées eugénistes et racistes est régulièrement véhiculé par la télévision britannique et par les grands journaux où une nouvelle vague d'universitaires réécrivent l'histoire de la Seconde Guerre mondiale et donnent un nouvel essor aux théories raciales. Cette nouvelle droite reprend le flambeau laissé par David Irving. À noter que cette nouvelle respectabilité des idées racistes est liée aussi aux secousses qui ont lieu à l'intérieur du Parti conservateur.

* Concept britannique utilisé à l'intérieur du mouvement NR et qui considère le militant comme un soldat pour son parti et pour la cause.

antifaschistisches INFOBLATT

MAGAZINE ANTIFASCISTE ALLEMAND

REFLEXes et le magazine antifasciste allemand *Antifa Infoblatt* procède à un échange d'articles désormais régulier. Pour ceux d'entre vous qui désireraient se procurer le magazine, vous pouvez écrire à :

L Meyer
Gneisenaustr. 2a
10961 Berlin
RFA

Les anti-IVG en Allemagne

La question de l'avortement constitue un point de jonction traditionnel entre les organisations conservatrices et les organisations néo-nazies. À cet égard, les différences sont moins sensibles par rapport à l'attitude fondamentale de rejet qui leur est commune, que par rapport aux justifications qu'ils donnent¹. Il y a ainsi l'argumentation chrétienne ou l'argumentation humaniste, qui part du principe que toute vie humaine (à naître) est intangible ; il y a aussi l'argumentation qui s'appuie sur la constitution allemande et prétend décider par le biais du tribunal si les grossesses sont «raisonnablement possibles», ou encore l'argumentation nationaliste et raciste, pour qui il s'agit d'augmenter le taux de natalité de l'Allemagne.

Plus de 100 organisations pro-vie ont pris pour tâche en RFA de défendre les «enfants à naître» : il s'agit d'organisations religieuses, de regroupements de médecins, de juristes, voire même de partis. Les liens avec l'extrême droite dans ce domaine existent effectivement, mais il est difficile de les mettre en évidence. Tous les partis de droite et d'extrême droite, des REP jusqu'au FAP, consacrent une partie de leur programme à la «protection de la vie». Il n'existe quasiment pas de travail commun organisé : des contacts passent par des organisations intermédiaires, comme par exemple la Ludwig-Frank-Stiftung, par les congrès du centre d'études Weikersheim ou par le biais de publications comme *Criticon*, *Mut* et *Nation & Europa*. Beau-

coup de provie ont des revendications qui dépassent le paragraphe 218² et qui constituent une sorte de transition vers des positions néo-fascistes.

Par le biais d'une comparaison répétée avec l'Holocauste («l'infanticide répété des millions de fois» ou bien «l'embryo-causte»), ils propagent des idées révisionnistes. À ce propos, un pasteur écrit dans le journal du diocèse :

«Au moins, les nazis avaient pourvu leur génocide d'une idéologie. Il ne s'agissait pas d'un égoïsme froid et sans cœur, comme c'est le cas aujourd'hui avec l'avortement. Ce meurtre, qui a lieu au nom d'un égoïsme impitoyable, est pour cette raison à situer plus bas sur l'échelle de la morale.»³

Bien souvent, ce n'est pas le «meurtre» en soi qui suscite l'indignation, mais plutôt le «l'affront fait à la nation», la honte que l'État ait permis une telle chose. Leur «combat contre la mentalité de l'avortement» comme «suicide collectif d'un peuple» est le moyen d'imposer un nouvel ordre moral.

La Juristen-Vereinigung-Lebensrecht (JVL)⁴

La JVL a été fondée le 8 juin 1984 à Cologne. Depuis 1986, elle est reconnue d'utilité publique.

Voici ce que dit la charte de la JVL sur leurs perspectives : «L'association se soucie de la dignité humaine et des droits des enfants à naître et des femmes enceintes, et partant du principe

que l'enfant né et l'enfant à naître ont les mêmes droits, elle s'efforce de trouver un compromis en cas de conflit.» De cette façon, ils essaient entre autres de gagner de l'influence sur cette législation en «faisant des suggestions [...] dans le domaine du droit allemand et européen et en encourageant les propositions de réforme».

64% des membres sont des juristes, des professeurs, des juges fédéraux, des procureurs ainsi que quelques professeurs en médecine, des théologiens, des philologues, des publicistes, des conseillers ministériels et des hauts fonctionnaires. C'est chez les étudiants et les étudiantes en droit que la JVL a trouvé sa relève.

Par ailleurs, presque tous les écrits juridiques (recherche et formation) sur le thème du paragraphe 218 sont le fait de membres de la JVL. Ainsi, le commentaire standard de la loi allemande utilisé par les tribunaux, les avocats et les procureurs pour la jurisprudence correspond à une vision de la tendance dure des anti-IVG : il dépasse bien souvent la lettre de la loi allemande.

La JVL ne s'occupe pas seulement du paragraphe 218, quelques membres se sont également prononcés pour la réintroduction de la peine de mort ou pour l'abolition du droit d'asile. Christa Meves, une adversaire bien connue de l'avortement, est membre de la JVL.

WICHTIGE ZEITDOKUMENTE

zum größten Verbrechen der Neuzeit

Die wichtigsten Beiträge Hintergründe und Folgen der Liberalisierung der Abtreibung, sowie die Entwicklung der Abtreibung zur Euthanasie anzuleiten.

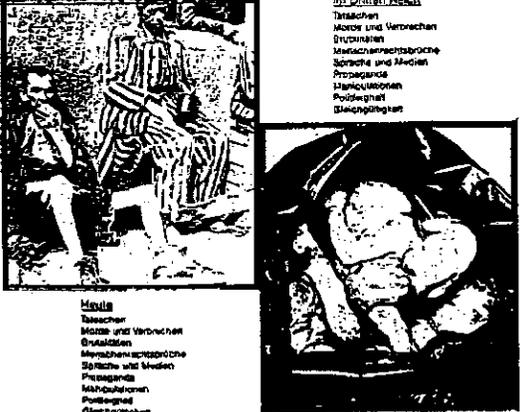
Die Reihe „WICHTIGE ZEITDOKUMENTE“ erscheint in loser Folge. Zurückliegende Ausgaben können jederzeit bei uns angefordert werden.

Folge 4

Der Vergleich

Holocaust und Embryo-caust
Die größten Verbrechen der Neuzeit

Im Dritten Reich
Tatsachen
Motive und Verbrechen
Strukturen
Menschenrechtsbrüche
Sprache und Medien
Propaganda
Hintergründe
Publizität
Überzeugungen



Abstrakte aus „The Abortion Holocaust“ von William Brennan

Quand les anti-IVG rapprochent IVG et Holocauste, pour mieux servir le révisionnisme...

La Europäische Ärzteaktion (EÄA)⁵

La EÄA a été fondée en 1975 par le docteur Siegfried Ernst de Ulm qui au moins jusqu'en 1973, était très proche de Manfred Roeder. Le pasteur (à la retraite) Wolfgang Borowski est également un membre-fondateur de EÄA. C'est un militant d'extrême droite actif encore aujourd'hui : il est membre du «Schutzbund für das deutsche Volk»⁶ et en 1991, il était l'adresse-contact du «Deutscher Nationalkongress»⁷.

L'argumentation fasciste de la EÄA est clairement visible dans la résolution du 30 mai 1975 qu'elle a envoyée aux députés du Bundestag. Il y est question de la libéralisation du paragraphe 218 qui aurait pour conséquence non seulement «la mort de millions d'enfants allemands non nés, de la génération à venir, mais aussi la ruine du peuple allemand lui-même». La question de l'avortement serait étroitement liée à la protection de «l'ensemble du peuple» contre «une catastrophe biologique, morale, économique, politique, militaire et idéologique». Dans une prise de position que personne ne lui avait demandée et qu'il adressait au tribunal constitutionnel, Ernst écrivait en 1973 «[...] qu'ici, l'égoïsme personnel de femmes, d'hommes et de médecins dégénérés était utilisé [...] en vue d'imposer des buts politiques et idéologiques internationaux qui voudraient amener au bout du

compte le renversement de notre ordre démocratique libéral.» Les membres de la EÄA exercent une influence directe sur les organisations de médecins par le biais de leurs activités au Conseil de l'Ordre des médecins. Ils essaient entre autres de dissuader les médecins de pratiquer des avortements en toute légalité. Parmi les membres de la EÄA, on trouve le docteur Hartwig Holzgartner (Munich), qui est depuis longtemps délégué aux congrès des médecins et président de la commission Santé et Politique de la CSU, le professeur Hermann Hepp (Munich), qui dirige la clinique gynécologique Großhadern et est membre de la commission d'éthique du Conseil de l'Ordre des médecins et de la JVL.

Les «Chrétiens-démocrates pour la Vie»⁸ (CDL)

Les CDL ont été fondés en 1985 en tant «qu'initiative de la CDU/CSU». Ils s'élèvent publiquement surtout contre l'indice de détresse⁹ et demandent une interdiction complète de l'avortement et une lourde condamnation pour toutes les personnes ayant participé à un avortement.

Dans leur programme, ils écrivent que l'avortement est «dans tous les cas contraire au droit et illégal», qu'il est au moins «toujours raisonnablement possible» de porter l'enfant à terme, que même l'autorisation médicale donne lieu «à d'énormes abus»

et qu'elle doit faire l'objet d'une décision d'une assemblée d'experts. Les CDL reçoivent un soutien financier des Églises et du gouvernement fédéral.

D'après leurs propres chiffres, les CDL comptent 2300 membres, parmi lesquels 40 députés régionaux et 20 députés du Bundestag. Quelques membres des CDL se sont faits connaître par leurs déclarations extrêmes :

- Julia Schätzle, présidente des CDL pour le Bade-Wurtemberg, qui se déclare opposée à l'avortement même après un viol.

- Karin Stieringer, présidente des CDL pour Brême, pour qui «l'avortement est un meurtre, mais avec les handicapés, c'est autre chose.»

- Claudia Nolte, le ministre de la Famille, qui pense que l'État devrait condamner les femmes. D'après elle, ce serait en fin de compte une bonne idée de condamner les femmes ayant avorté «à un an de travail social en hôpital», cela serait une façon de «rétablir l'équilibre par rapport à la souffrance qu'elles auraient causée.»

En septembre 1990, les CDL ont organisé le congrès de la EÄA à Dresde. À ce congrès sont apparues de nombreuses personnalités qui font le lien entre la CDU/CSU et les organisations d'extrême droite. Ils travaillent en étroite collaboration avec d'autres organisations provinciales comme «Aktion Lebensrecht für alle» (ALFA). Pro Vita et «Aktion Leben»¹⁰.

consultation comme Pro Familia. Son but déclaré est le renforcement du paragraphe 218. Ses brochures sont réalisées de façon pseudo-scientifique et tentent de manipuler les esprits par le biais de photos de foetus démembrés. Les images des embryons qui sont reproduites dans ces brochures représentent soi-disant des embryons âgés du nombre de semaines où on a le droit d'avorter ; en fait, il s'agit d'embryons bien plus âgés. Ils tentent par ce biais d'exercer une pression psychologique sur les femmes.

La présidente nationale de ALFA, Hedwig Seelentag, a reçu pour son travail à ALFA la croix nationale du mérite. Le journaliste de télévision Franz Alt, militant pacifiste bien connu, est membre de ALFA. En 1988, il avait quitté la CDU et s'était réclamé de l'ÖDP et de la Salem Bruderschaft¹¹. Pour Alt, les femmes qui se font avorter appartiennent à la même catégorie que les trafiquants d'armes, ceux qui font et qui gagnent les guerres. Ces femmes seraient la cause du «fascisme quotidien». ■

1. Il existe deux positions antithétiques : d'une part la condamnation de tout avortement et d'autre part la différenciation eugéniste et raciste pour qui l'avortement d'enfants «endommagés» devrait devenir obligatoire.

2. Il s'agit de l'actuelle loi allemande sur l'avortement.

3. *Antifaschistisches Infoblatt*, Nr. 11, S. 55.

4. Regroupement de juristes pour le droit à la vie.

5. Action européenne des médecins.

6. Fédération de protection du peuple allemand, organisation néofasciste.

7. Congrès national allemand.

8. «Christdemokraten für das Leben».

9. Il s'agit de l'indice de détresse sociale pour lequel une interruption de grossesse est autorisée (ndt).

10. Action droit à la vie pour tous, Pro Vita et Action Vie.

11. Confrérie de Salem, organisation d'extrême droite qui fut connue dans les années 1980 parce qu'elle élevait les orphelins qui lui étaient confiés de façon militaire et les conditionnait selon les principes du national-socialisme.

18



Pour mieux comprendre l'extrême droite outre-Rhin,

Lisez
**ANTIFA
INFO
BLATT**

À commander

à REFLEX

21ter rue Voltaire

75011 Paris

Changer la ville..

Architecture & citoyenneté¹

Nous avons toujours appris à habiter dans ce que l'État ou les promoteurs privés nous proposent : cités, cages à lapins, tours de plusieurs dizaines d'étages, où anonymat et grisaille règnent en maître. Face à cette dictature architecturale, peut-on harmoniser urbanisme et qualité de vie ?

L'architecture a toujours été le domaine réservé du Prince. Que ce Prince soit Louis XIV (le château de Versailles), Mitterrand (la pyramide du Louvre, l'Opéra Bastille, la Très Grande Bibliothèque...), ou Chirac : il n'y a pas d'intervention active de l'habitant dans le domaine de l'habitation ou de la ville, sauf à titre expérimental dans le cadre des municipalités, ou dans des interventions ponctuelles spontanées.

La ville est donc le reflet du pouvoir politique et économique en place, et celui-ci se distingue par sa volonté d'uniformisation, de centralisation et de profit.

L'uniformisation ? Les projets architecturaux sont conçus dans des cabinets d'études, imperméables à toute réalité locale. Son but ? Casser le pouvoir de la rue. Celle-ci était avant tout un lieu d'échanges, de rencontres, l'endroit le plus favorable aux contacts humains. Elle est devenue un lieu de passage pour les automobiles, un espace pollué et désagréable à vivre. Ceci n'est pas un hasard : l'État a systématiquement dénaturé la rue pour en détruire le pouvoir, qui s'exerçait hors de son contrôle.

La centralisation ? Elle répond à une certaine logique : plus le pouvoir est fort, plus sa capitale doit l'être. Paris et sa région sont le reflet du centralisme qui a toujours caractérisé notre pays, de l'Ancien Régime au projet d'aménagement du territoire conçu par Pasqua, en passant par le centralisme jacobin.

Quant au profit, il est la valeur centrale du système capitaliste. Une ville, ses immeubles et ses rues doivent être rentables. La vie culturelle ou sociale des quartiers ne l'est pas. Un immeuble HLM encore moins, donc on le construit au moindre coût. Déjà en 1978, le responsable de la construction des HLM déclarait que, dans les vingt années à venir, il faudrait démolir des milliers de HLM qui ne correspondraient plus alors aux critères de viabilité officiels. Qu'en est-il aujourd'hui ? L'exemple parisien est le plus flagrant : les immenses tours construites à la périphérie de Paris sont devenues des cités-ghettos, symboles du mal-vivre dans notre société. La mairie de Paris tente de limiter les dégâts en réhabilitant certains immeubles construits dans les années 1960 : on crée

des balcons, on repeint.

Mais l'ampleur du désastre est visible à chaque rue : quartiers défigurés par des barres de plusieurs dizaines de mètres de long, architecture ancienne en voie de démolition, que la mairie refuse de rénover, préférant démolir pour le plus grand profit des promoteurs immobiliers. Combien de milliers de mètres carrés de bureaux inoccupés à louer, alors que tant de personnes sont mal-logées ou sans logement ?

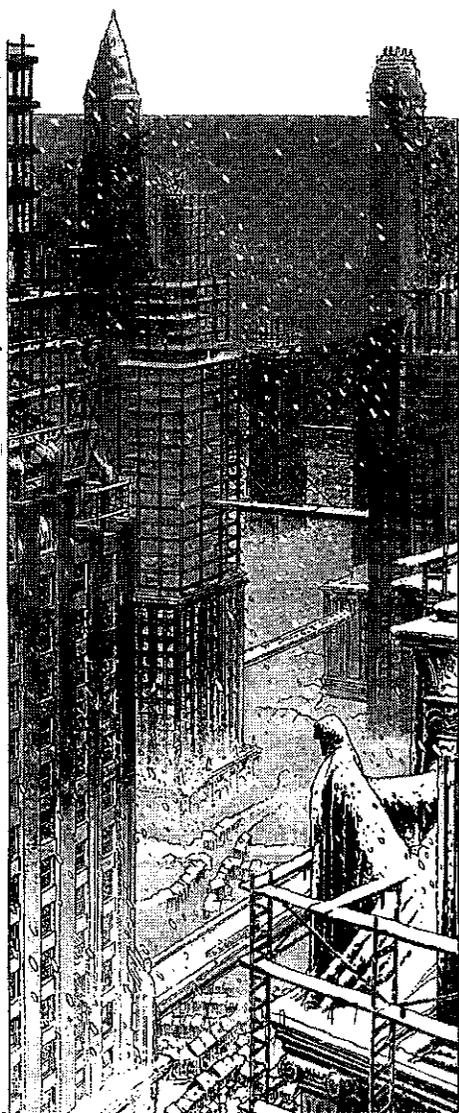
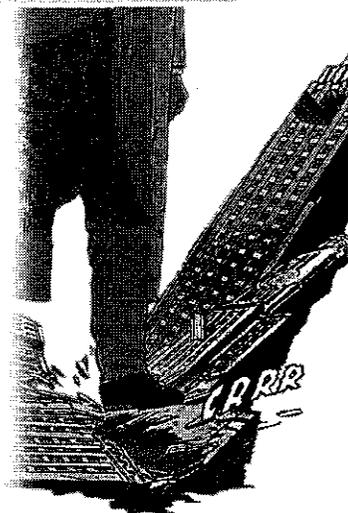
Le combat contre ces trois valeurs passe par l'instauration du contrôle populaire sur l'espace urbain, pour aboutir, au final, à l'autogestion urbaine. Plusieurs exemples nous montrent les pistes à suivre pour que nous nous réappropriions nos quartiers et nos villes.

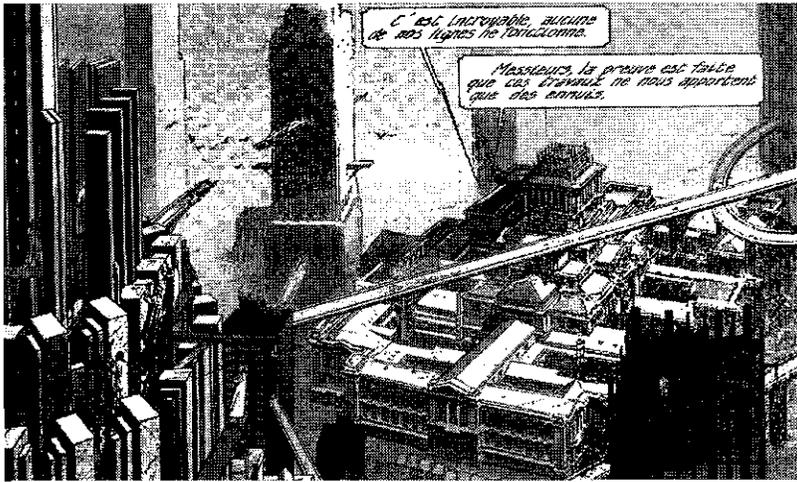
La participation individuelle ou collective des habitants à la modification de leur cadre de vie

Aux États-Unis, les habitants des ghettos ont réalisé d'immenses fresques. Celles-ci affirment leur présence à l'extérieur de leur quartier, notamment dans le métro, par des manifestations de peinture murale. En France, des habitants des banlieues et des cités se sont appropriés ce mouvement (les tags) pour décorer leurs immeubles.

D'autres réalisent leurs propres pochoirs pour marquer leur empreinte, leur identité ou leurs idées sur leurs murs.

Au Brésil, de jeunes architectes participent à ce type de tentatives et mettent leurs connaissances techniques à la disposition de la population et des enfants qui peuvent ainsi réaliser la maison de leurs rêves. On assiste à la volonté d'un individu de recréer son cadre de vie, en réaction à l'uniformité qui lui est imposée et qui ne lui convient pas. Ces « maisons de rêve » avec leurs nombreux couloirs et recoins vont à l'encontre de tous





les critères rationnels et fonctionnels qui sont ceux de l'architecture officielle. En France, l'initiative toulousaine des repas de quartiers lancée en 1991 s'est répandue dans plusieurs villes du sud de la France dans le cadre de la Linhat imaginot, qui œuvre pour la démocratisation de la vie sociale et culturelle et contre le centralisme parisien.

La participation des habitants à la construction de leurs habitations, à l'organisation et à la gestion de leur environnement

Il existe deux formes de participation, celle qui s'intègre dans un cadre légal, le plus souvent mise en place et contrôlée par la municipalité, et celle initiée par les habitants eux-mêmes, sans aucune assistance de l'administration étatique.

Juvisy, 1971

Les habitants ont été invités par la municipalité (élue en 1971 sur la base du Programme commun de la gauche) à intervenir dès la première phase des études d'un projet d'aménagement urbain. L'occasion était ainsi donnée aux habitants de se prononcer sur l'architecture de leur ville. Cette dynamique était d'autant plus intéressante que l'initiative pouvait partir de la base pour remonter aux instances administratives et techniques. La participation des habitants étant faible, cette expérience s'est avérée être un semi-échec. Cette faible participation s'explique : l'initiative en elle-même n'est pas partie spontanément des habitants. De plus, une participation active des habitants aux problèmes de l'urbanisme nécessite la réorganisation de leur temps, et notamment de leur temps de travail : il faut avoir du temps libre pour réfléchir, étudier et agir en collaboration avec des

techniciens. L'autogestion de l'espace urbain restera un leurre si le temps nécessaire à cette action pour chaque individu n'est pas libéré.

Montpellier, 1993

La municipalité gérée par les socialistes a appelé les habitants à se prononcer sur plusieurs projets, mis en concurrence, pour le réaménagement d'une place du centre-ville. Il suffisait de donner son nom et son adresse à Montpellier pour pouvoir aller voter pour tel ou tel projet. Outre les limites évoquées pour l'exemple de Juvisy, on ne connaît pas les modalités de contrôle réelles exercées par les citoyens ou les associations sur ce scrutin architectural.

Parallèlement, hors du cadre de la légalité, il existe des exemples d'actions spontanées en Amérique du Sud. Ces expériences incarnent, plus que celles du type précédent, l'affirmation d'une volonté populaire pour une autre forme d'habitat et d'urbanisme, et par là-même, un autre mode de vie.

Lima, 1959

Cent mille habitants des bas-quartiers décident de construire une cité nouvelle à 17 km de la capitale. Afin d'éviter la répression, ils s'organisent clandestinement, se divisant en quatre groupes qui élaborent eux-mêmes les plans de la nouvelle ville avec rues, places et écoles. Ils transportent tous les matériaux nécessaires sur place et ont le temps de construire mille maisons, avant que la police ne stoppe l'opération. Trop tard : cinq mille personnes avaient déjà réalisé leur quartier.

En Europe, il s'agit moins d'occupation de terrains non bâtis que de réactions des habitants contre la destruction systématique de leurs quartiers sous couvert de «réhabilitation». Il s'agit de démolir

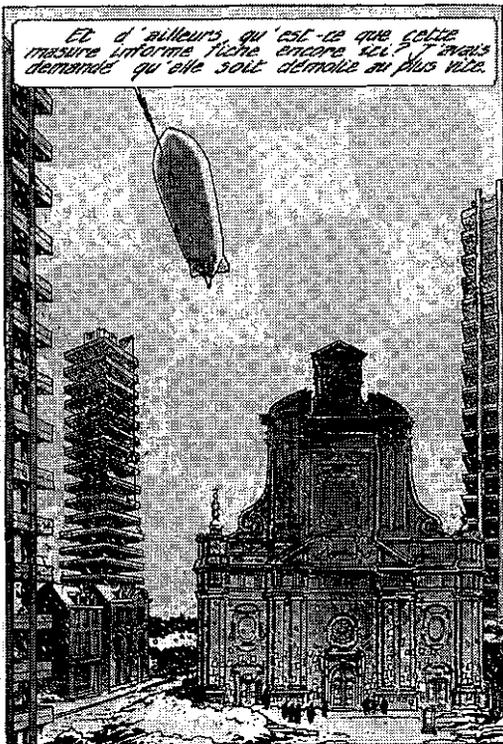
les vieux quartiers (populaires) pour reconstruire bureaux et habitations de luxe. Cette réhabilitation sélective se fait aux dépens d'une réhabilitation sociale (rénovation des vieux immeubles sans changement de fonctions et d'habitants). Cette «réhabilitation», telle que l'État la conçoit, n'est que spéculation : municipalités, promoteurs et architectes sont alors complices dans la recherche du profit et de la rentabilité, qui se fait aux dépens des habitants.

Paris, 1977

L'élection de Jacques Chirac, premier maire de Paris du XXe siècle², marque le début d'une grande opération de «dépopulation» de la ville. Dans un premier temps, promoteurs et municipalités s'associent pour raser complètement les vieux quartiers sous couvert de justifications sanitaires (lutte contre la tuberculose, le saturnisme...). Les habitants sont alors obligés de partir s'installer en banlieue (peut-on parler de «déportation urbaine» ?). Puis, avec l'aide d'architectes véreux (qui n'habiteront jamais dans ce qu'ils construisent) des milliers de mètres carrés de bureaux, de duplex grand standing ou d'appartements rustiques et bourgeois remplacent les immeubles et maisons de briques rouges, les quartiers universellement connus par la littérature ou le cinéma, où bientôt, plus rien n'existera. Cette politique comporte deux avantages. D'une part, petites et moyennes entreprises du tertiaire et professions libérales s'installent à la place des ouvriers ou des petits artisans, ce qui signifie plus d'impôts et de taxes (ils en ont les moyens). D'autre part, l'électorat populaire et donc plus facilement révolutionnaire (selon la vision de l'époque) est chassé vers la banlieue. Les luttes se sont donc développées contre cette politique, et se concentrent désormais sur l'est parisien. Comme toutes les luttes de résistance, elles portent en elles leurs propres limites : il s'agit de défendre un pâté de maisons (la ZAC des Amandiers dans le XXe arrondissement) ou de revendiquer le relogement sur place en cas d'expulsions (luttes dites de la place de la Réunion dans le XXe, du Quai de la Gare dans le XIIIe et de l'esplanade de Vincennes dans le XIIe).

Bruxelles, 1900

Jusqu'à la date de l'exposition universelle, Bruxelles restait l'un des fleurons de l'architecture. Cette ville a été complètement éventrée pour des raisons de circulation (l'urbanisme est désormais



prisonnier de la toute puissante voiture) et pour les mêmes motivations qu'à Paris (profit). De plus, il s'agissait d'une entreprise délibérée pour tenter d'en faire la future capitale de l'Europe, notamment en y installant les sièges de grandes sociétés multinationales. Cependant, l'union d'architectes et d'habitants refusant ce système a commencé à modifier les décisions municipales ou nationales. Ainsi, en 1968, un jeune architecte, Maurice Culot, effrayé par le rôle que prenait sa profession, a fondé l'Atelier de Recherche et d'Action Urbaine (ARAU). Face à la destruction des vieux quartiers bruxellois et à l'occupation du centre-ville par des immeubles de bureaux, l'ARAU menait une première action d'information : alerter l'opinion publique sur les projets d'urbanisme, soigneusement dissimulés jusqu'au moment où leur réalisation est irréversible. Des comités d'habitants se constituaient dans les quartiers visés et élaboraient un contre-projet. Celui-ci était réalisé sur le plan technique par des architectes puis discuté, critiqué et amendé par le comité d'habitants qui le proposait ensuite à l'administration. La première victoire est celle des habitants du quartier de Marolles qui devaient être expulsés pour permettre la construction de bureaux : ils ont fait échec au projet de l'État et obtenu que leur quartier soit rénové selon leurs propres idées. Ces comités bruxellois marquent une esquisse d'autogestion urbaine.

Grenoble, 1968

Historiquement, il y existe des unions de quartier, constituées de notables, dont le rôle est de discuter avec la municipalité des problèmes de quartier. En 1968, ces unions ont été investies par les gauchistes qui y ont avancé l'idée «d'auto-réalisation». Dans la rue St-Laurent s'est alors constituée une maison de quartier : les habitants, aidés de quelques jeunes architectes et d'ouvriers aux spécialités différentes, se sont chargés de l'installation d'équipements sanitaires dans les immeubles de cette rue.

Rome, Parme, Milan 1968

En Italie, dans les années 1960, l'urbanisme revêt des aspects spécifiques : il s'agit surtout de réhabiliter des sites historiques dans les villes anciennes sans en chasser la population. À cette époque, les comités de quartier y sont reconnus par la législation : ils sont élus, au même titre que les municipalités, et détiennent une partie des responsabilités qui incombent, en France, aux mairies. Ils ont certains pouvoirs, jusqu'au droit de veto sur les projets municipaux. Ainsi, à Rome, dans un quartier populaire, un de ces comités a réussi à créer des crèches et des équipements sociaux dans des locaux de type historique ou industriel que l'État voulait transformer en musée. À Parme, une expérience lancée par des psychiatres consiste à recréer des structures organiques et des formes d'autogestion de l'équipement collectif social (crèches, écoles, hôpitaux) par la population. Conséquence remarquable : on assiste à la suppression des hôpitaux psychiatriques et à la réintégration des malades mentaux dans les quartiers grâce à la solidarité collective (familles, syndicats). À Milan, à l'appel du collectif théâtral La Commune, cinq mille personnes se réapproprient la Palazzina afin d'en faire un centre de production artistique populaire ouvert à tous et un lieu de débat culturel et politique au service des travailleurs et étudiants.

Aujourd'hui, les luttes urbaines revêtent un caractère plus spécifique, voire morcelé. Des actions se développent dans un immeuble contre une augmentation de loyer ou dans un quartier contre l'expulsion d'un de ses habitants originaire d'un autre pays. Certaines associations arrivent, de manière juridique, à annuler un permis de construire, du

moins temporairement. Mais qu'en est-il des luttes positives pour la qualité de la vie, pour l'instauration d'une nouvelle vie de quartiers, qui se ferait hors des liens commerçants et des policiers flotiers ? Qu'en est-il de ces luttes pour l'autogestion de l'espace urbain ? Cette prise en main de leur espace par les habitants nécessite l'appropriation et la connaissance des éléments nécessaires à la maîtrise de cet espace. En effet, le savoir lié à l'aménagement urbain, à l'architecture, est actuellement réservé à une élite, destinée dans sa majorité à servir le pouvoir en place. Mais il ne s'agit pas non plus de remplir bénévolement les fonctions du système en reproduisant à terme ses schémas. L'autogestion urbaine permet aux individus de prendre conscience que, par leur prise en main, ils peuvent échapper à toute forme de dictature (architecturale en l'occurrence) et réaliser eux-mêmes leur vie. ■

1. Le texte original, intitulé «Luttes urbaines», a été publié dans la *Revue anarchiste*, éditée par le groupe Emma Goldman (Fédération anarchiste) en juillet 1978. Cette version a été revue et corrigée par l'équipe de *L'Ennemi public n°XX* (groupe de quartier du XX^e arrondissement de Paris, rattaché au Réseau No Pasaran !).
2. En effet, depuis la Commune de Paris de 1871, la République avait tellement peur que sa capitale se dote d'un maire d'extrême gauche que, jusqu'en 1977, seuls les maires d'arrondissement étaient élus.



Métro, boulot... bobo !



Dans le réseau parisien du métro sévissent de tristes milices. Employées par la RATP pour assurer la sécurité dans le métro, elles se livrent régulièrement à des exactions, et terrorisent plutôt qu'elles ne sécurisent.

Il y a différents organes de sécurité dans le métro : les GPSR, les CSA, les maîtres-chiens, tous contrôlés par la RATP ainsi qu'un service de police : le SPSM, qui jusqu'à il y a peu, ne pouvait intervenir que dans Paris *intra-muros*. Cette prolifération est inquiétante. La RATP pratique une politique sécuritaire et répressive pour dissuader les pauvres de frauder, aseptiser le métro en interdisant la musique, les vendeurs de journaux, de cacahuètes, qu'elle voudrait faire disparaître au profit de grandes galeries marchandes et de MacDonal'd's, qui paieraient de lourdes patentes à la RATP. La RATP a besoin d'investir dans de nouveaux systèmes d'entrée sophistiqués, de nouvelles caméras, de nouvelles équipes de vigiles plus performantes, entraînés dans des infrastructures qui coûtent cher, afin de récupérer le manque à gagner causé par le désengagement de l'État et des collectivités locales. Ca s'appelle «l'esprit libre» au pays de la RATP !

Ces différents organes de sécurité du métro parisien méritent notre attention car la réalité est un peu différente du message que la RATP proclame dans ses nombreuses campagnes publicitaires (qui coûtent d'ailleurs très cher elles aussi).

Le GPSR (Groupe de Protection et de Sécurité du Réseau) est né d'une fusion entre le GIPR (Groupe d'Intervention et de Protection des Réseaux, RATP) et la SUGE (Surveillance Générale) dans le cadre du plan Khéops. Effectif depuis le 1^{er} novembre 1994, il a pour missions de «maintenir l'ordre et garantir la sécurité des voyageurs dans le réseau». Il comprend environ 600 agents, qui patrouillent dans les rames et les stations du métro et du RER, par 12, 3 groupes de 4. Ils sont assermentés, portent des uniformes bleus qui doivent arborer leur numéro de matricule, sont

munis de radios, bombes lacrymogènes, tonfas, menottes, bref, une véritable panoplie de mercenaire. On leur demande d'avoir un casier judiciaire vierge. Certains sont armés de revolvers (ce sont les anciens agents de la SUGE qui étaient déjà armés avant le GPSR). Les agents du GPSR patrouillent sur tous les réseaux d'Ile-de-France, métro, bus, RER, et parfois sont en civil au lieu de porter l'uniforme. Pour être recruté, un futur agent du GPSR doit faire au minimum 1,75m, avoir le niveau BEPC et pratiquer des arts martiaux : puis les postulants font un stage à l'unité Formation et Prévention (dont le responsable est Didier Mathet) et sont finalement accueillis par le directeur du département Environnement et Sécurité.

Bien que le GPSR ait peu de pouvoir, si ce n'est vérifier un titre de transport, dresser un procès-verbal et, au même titre que tout autre citoyen, retenir quelqu'un jusqu'à l'arrivée de la police (en vertu de l'article 73 du Code de Procédure pénale), si le crime ou délit est flagrant, et si son auteur encourt une peine de prison) ils outrepassent largement leurs droits dans la pratique. Leur mission officielle est de nettoyer le métro des SDF, des vendeurs de cacahuètes, des vendeurs de journaux, en les attaquant, les rackettant de leurs affaires, leurs marchandises ou leur argent, pour les «dissuader» de rester dans le métro. En effet la RATP verrait bien un métro «moderne», lieu commercial à part entière, plutôt que d'accueillir les exclus du capitalisme !

Par ailleurs, les GPSR ne se contentent pas des «habitants» du métro, mais font régner leur terreur sur les déviants à leur norme : les pauvres qui ne paient pas le ticket, les jeunes qui rient trop fort, etc. et les insultes et l'humiliation précèdent de probables tabassages dans les locaux de maintenance des stations, à l'écart

des autres usagers. Il est intéressant de lire le compte-rendu «d'une journée ordinaire des services de sécurité de la RATP (SG, GIPR)», (dans *IWS* n°45) :

Mises à disposition police : 3.

PV établis : 147.

Saisies effectuées : 41.

Eviction de marginaux : 284.

SDF conduits à Nanterre : 34.

Blessé(s) sur action de service.

Pourtant, le 4 janvier 1995, des associations protestent et organisent une conférence de presse à la station Place d'Italie avec de nombreux témoignages de gens agressés, tabassés, certains même hospitalisés après avoir croisé la route d'une patrouille de GPSR. Le lendemain de cette conférence, le directeur de la sécurité de la RATP, Alain Caire, dans un entretien au *Parisien*, dira de ces témoignages qu'ils sont des «calomnies» et des «provocations pures et simples».

Un tract signé du Syndicat indépendant de la RATP diffusé au début de l'année 1995 à l'occasion d'une journée de grève des GPSR est très instructif sur les projets de la RATP :

«... La sécurité des personnes et des biens n'est plus la priorité de la RATP, car aujourd'hui la direction fait déplacer des équipes de 6 à 8 agents pour s'occuper d'un vendeur de cacahuètes ou d'un SDF endormi, alors que dans le même temps des dealers continuent de vendre leur «merde» (sic !) et que des agents et des usagers se font agresser tous les jours» (ndlr : par les GPSR ?) Ce tract fait par ailleurs allusion au service de police du métro : le SPSM (Service de Protection et de Sécurité du Métro) qui compte 428 agents de police, auxquels s'ajoutent les 86 officiers de police judiciaire de la brigade des réseaux ferrés parisiens. La coopération vigiles-police n'est pas réellement sereine.

De nombreux conflits opposent le GPSR, ex-GIPR et le SPSM. Ils ont été

révéls à travers la polémique à propos du nouveau costume et de l'insigne. À la naissance du GPSR, une série d'articles dans *Le Parisien* met à jour une querelle de concurrence entre la police et la milice de la RATP, à propos du nouvel uniforme et surtout du nouvel écusson des GPSR, qui devait porter la mention «police des chemins de fer». Jean-Louis Arajol, secrétaire général du SGP-FASP déclare : «La RATP veut semer la confusion dans l'esprit des gens. Il est temps de mettre un terme à la prolifération de toutes ces polices parallèles qui entretiennent l'ambiguïté et une concurrence malsaine dans un domaine aussi important que la sécurité.» (*Le Parisien*, 5 janvier 1995), puis c'est au tour du GPSR dans son communiqué sur la grève : «La direction a-t-elle peur des pressions externes ? Apparemment oui car en fonction des humeurs du SPSM, les agents du GPSR sont soit habilités police des chemins de fer, soit sûreté RATP permettant à la direction, en bonne complice, de trouver tout à fait normal que les assermentations soient constamment remises en cause et de ralentir la mise en place de la nouvelle tenue.» Puis le communiqué poursuit : les GPSR «constatent tous les jours les dérives qui s'accroissent dans ce service de police. En effet, comment expliquer que des personnes ne respectant la police des chemins de fer le fasse tranquillement sous les yeux du SPSM ? Nous n'avons jamais vu 38 agents du

GIPR faire la causette à Châtelet-les-Halles pendant que les tam-tam sévisaient tranquillement sur les quais.» Cette phrase hautement progressiste nous apprend que les tam-tam sont une atteinte au respect dû à la police des chemins de fer, et que le SPSM ne se fait pas respecter, signe de la dérive citée plus haut!

Quant aux 38 agents, il est vrai qu'il est assez inquiétant de se promener dans l'échangeur du RER de Châtelet-les-Halles : des uniformes s'y bousculent avec d'autres uniformes, à l'affût de tous les suspects, au faciès bien sûr ! Ces querelles qui peuvent nous sembler bien mesquines sont en fait le révélateur des tensions et de la concurrence qui règne entre les différents organes de sécurité du métro, notamment à propos du rôle et des pouvoirs de chacun. Cette joute dans la presse a finalement poussé la RATP à changer l'insigne flambant neuf des GPSR (après une déclaration du directeur de la sécurité à la RATP : Alain Caire) le blason porte désormais la mention «G.P.S.R, Sûreté RATP» ; et accélérer la formation d'une nouvelle milice : les CSA. Conclusion de Francis Masanet, porte-parole de Différence (syndicat de policiers en tenue) dans *Le Parisien* du 25/1/95 : «Nous allons continuer notre combat afin que le service de sécurité ne dégénère pas en police parallèle.» Une nouvelle brigade pour concurrencer le GPSR et sa mauvaise réputation ?

Les CSA (Contrôle Sécurisation Assistance) opèrent sur la ligne 4 nord (Château d'Eau - Porte de Clignancourt), la ligne 9 est (Saint-Ambroise - Mairie de Montreuil), la ligne 2 est (Avron - La Chapelle). Sur chacun de ces secteurs, les CSA comptent 20 agents (station, contrôle itinérant, sécurité) et 2 agents de maîtrise ; ils ont à leur disposition sept R21 Nevada car leur déplacement se fait uniquement en surface. Vêtus d'uniformes verts kaki, ils sont de plus munis de talkie-walkie et de bombes lacrymogènes. Les agents du CSA sont issus de la RATP, (agent de station, du contrôle itinérant et de la sécurité) et non de l'extérieur comme les agents du GPSR. Le tract du Syndicat indépendant de la RATP cité auparavant estime que «les stagiaires du département SEC sont orientés au Contrôle Sécurisation Assistance sans aucune expérience du terrain.» D'autre part, la RATP, voulant calmer les rivalités, a organisé la coordination croissante des équipes GPSR, contrôleurs, et policiers. La RATP participe au Comité Départemental de Sécurité (mis en place par le Préfet de Police et le Procureur de la République.) Le

LES BONNES DÉCLARATIONS

du PDG de la RATP, Jean-Paul Bailly, dans *Libération* (16/11/94)

Le 1^{er} octobre, il annonce une «révolution culturelle», et déclare «Je veux que d'ici 5 ans les voyageurs disent de la RATP qu'elle est sûre, propre, simple et transparente. Je préférerais qu'elle soit rapide, fréquente, gratuite». De plus, il explique la baisse de la fréquentation du métro par une impression générale que «la RATP ne maîtrise pas ce qui se passe sur son territoire, qu'il s'agisse des fraudes, des incidents techniques, des grèves, de la signalétique ou de la présence en son sein de marginaux». Bref, le PDG de la RATP est incompetent et il faut vite le remplacer.

Le 25 janvier 1995 il explique au *Parisien* que son action en 1995 serait axée notamment sur la relance de la promotion commerciale et la lutte contre la fraude, dans le cadre du projet «Reconquête du territoire».

Alain Caire, directeur de la sécurité de la RATP, dans *Le Parisien* du 5 janvier 1995 : «les agents de la RATP chargés de la sécurité dans le métro ont pour consigne de ne pas laisser une affaire à la vue du public. C'est la raison pour laquelle ils les emmènent dans un local pour leur parler, ou en attendant l'arrivée de la police.» À propos des agressions des GPSR contre des usagers : «Si une plainte est déposée contre l'agent, une enquête est ouverte et si celle-ci aboutit, l'agent peut être mis en examen ou encourir des mesures disciplinaires. Mais nous n'avons enregistré aucune plainte récemment.»

tract du Syndicat Indépendant de la RATP nous donne son interprétation : «Aujourd'hui toutes les opérations menées conjointement entre les deux services ne sont que de la poudre aux yeux pour essayer de redorer le blason du SPSM.»

Un autre phénomène croissant dans la logique de contrôle social, et notamment les sociétés de vigiles : l'embauche de «grands frères».

Dans les centres commerciaux de banlieue, la majorité des vigiles sont d'anciens chômeurs habitant les cités, connaissant les jeunes et chargés de les dissuader de saccager les richesses auxquelles ils n'auront pas accès. Ils sont le tampon entre la société marchande et les jeunes tant redoutés.

Dans la même logique, la RATP expérimente l'utilisation de «grands frères» depuis 1994 sur 5 centres-bus : Flandre, Maltournée, Pleyel, Gonesse et Pavillons, à l'initiative du Comité de prévention et de sécurité. Ces «grands frères» collabos sont chargés d'obliger les gens à monter à l'avant du bus, les persuader de présenter leur carte, les

Leur mission officielle est de nettoyer le métro des SDF, des vendeurs de cacahuètes, des vendeurs de journaux, pour les «dissuader» de rester dans le métro.

notes de lecture



À CONTRE-COURANT Spécial Front national en Alsace

FASCISM de Roger Griffin

L'ÉGLISE CATHOLIQUE FACE AU FASCISME ET AU NAZISME de Henri Fabre

LES GUÉPARDS de Sergio Carrozzo

À CONTRE-COURANT NUMÉRO SPÉCIAL SUR LE FRONT NATIONAL EN ALSACE

Avec Alain Bihr
Bulletin n°64
mai-juin 1995

FASCISM

de Roger Griffin
Oxford University Press
Oxford, 1995
410 pages, 9£99

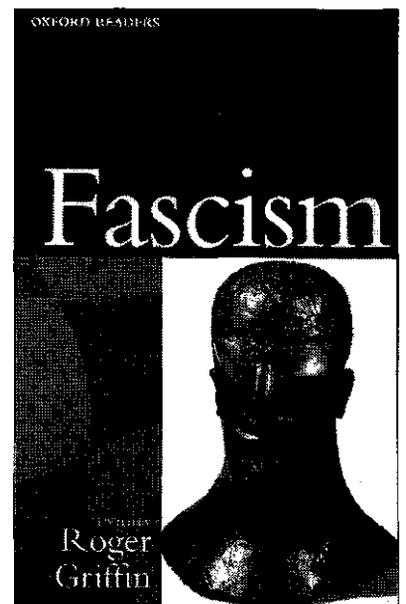
Alain Bihr et l'équipe de *À contre Courant* ont publié un numéro spécial de leur bulletin (n°64, mai-juin 1995) sur le Front national en Alsace. Ils rappellent que ce département est depuis des années un bastion du Front national, et que cette évidence a souvent été ignorée par les commentateurs politiques jusqu'aux dernières élections. Le Front national s'est imposé en dix ans comme la deuxième force politique du département, capable parfois même de dépasser la droite classique. Rejetant les «analyses» simplistes de voté protestataire, de la division de la droite alsacienne, ou partielles du «néo-autonomisme frontalier alsacien», des «valeurs traditionnelles de la culture alsacienne» ou celle du «retour du refoulé» de l'occupation allemande en Alsace, Alain Bihr préfère se tourner vers les

crises actuelles de la société alsacienne pour tenter d'expliquer l'importance du vote en faveur du FN. Il reprend la grille de lecture qu'il avait développée dans son ouvrage *Pour en finir avec le Front national* (Syros, 1993) qu'il adapte à l'Alsace. En effet, «les quatre crises majeures» de la société française sont accentuées en Alsace et elles sont à l'origine du développement du Front national. Il s'agit de la crise du vieux bloc hégémonique (alliance entre bourgeoisie et classes moyennes traditionnelles), de la crise du mouvement ouvrier (effondrement des modèles, le soi-disant socialisme réel soviétique et le réformisme social-démocrate occidental), de la crise de l'État-nation (conséquence d'une part de la mondialisation de l'économie et transfert de compétences de l'État national à l'Union européenne), et de l'inévitable crise du sens («l'incapacité des sociétés [occidentales] à offrir à leurs membres un ordre symbolique, un système de repères suffisamment stable et cohérent pour leur permettre de se former une représentation claire du monde [...] de se projeter dans l'avenir, de communiquer avec les autres [...] de donner un sens à leur existence»). Cette brochure essentielle se termine sur le Que faire du militant antifasciste ou de tout citoyen.

On ne peut que recommander la lecture de cette brochure, que l'on peut commander à :

À contre Courant
BP 2123
68060 Mulhouse cedex
chèque de 10 francs port compris
à l'ordre de À Contre Courant
L'abonnement à la revue
est de 50 francs pour 10 numéros.

Roger Griffin, universitaire britannique enseignant à l'Université d'Oxford et spécialiste de l'histoire du fascisme, vient de publier un recueil de textes fondamentaux du fascisme ou de ses théoriciens. Chaque texte est précédé d'une introduction présentant l'auteur et l'intérêt historique et politique du texte. Si une centaine de pages de l'ouvrage est consacrée à l'Italie, et une soixantaine de pages à l'Allemagne, on trouve aussi des textes sur les «fascismes avortés» des années 1920 à 1940 en Grande-Bretagne, en Irlande, en Espagne, en France mais aussi en Afrique du Sud, au Brésil ou au Japon. L'ouvrage se termine sur des textes qui portent sur les différentes analyses du fascisme, et sur les fascismes de l'après-guerre.



Minute

3615

Liberté

L'Observatoire des Libertés publiques s'est constitué le 6 avril 1994. À contre courant de l'opinion publique de ce pays, plutôt sensible à l'idéologie sécuritaire, nous estimons que le moment était venu d'être très attentif aux dérives de plus en plus nombreuses de la police, ce qui nous a conduits à publier régulièrement notre bulletin intitulé *Que fait la police?*

Avec cette nouvelle étape que représente la 3615 Liberté, nous sommes rejoints dans notre effort d'information par le réseau de "Passages" en espérant que d'autres associations auront cet exemple.

L'ÉGLISE CATHOLIQUE FACE AU FASCISME ET AU NAZISME

de Henri Fabre
EPO-Espace de Libertés
Berckem, 1995
480 pages, 195 francs

LES GUÉPARDS

de Sergio Carrozzo
Éditions Luc Pire
Bruxelles, 1995 (176 pages)

L'attitude de l'Église catholique pendant la montée des fascismes et du nazisme et pendant la Seconde Guerre mondiale commence à être de plus en plus connue, mais seulement depuis quelques années. On connaît surtout la protection dont ont bénéficié des criminels de guerre ou des criminels contre l'humanité après la défaite allemande (Ratlines ou affaire Touvier), on connaissait la collaboration entre l'épiscopat croate et le régime fasciste de Pavelic, ou entre la hiérarchie religieuse française et le maréchal Pétain, mais il n'existait pas à notre

connaissance de synthèse sur l'ensemble de la période et sur une grande partie des pays d'Europe (Allemagne, Italie, France, Pologne, Roumanie, Croatie, Slovaquie, Hongrie). On doit à un médecin, Henri Fabre, de combler ce vide. Dans son livre extrêmement documenté, il démonte aussi les mensonges et les tentatives de réécriture de l'histoire du Vatican. Le livre se termine par un réquisitoire contre l'attitude du Vatican et du pape Pie XII.

L'auteur rappelle qu'encore aujourd'hui, le Vatican refuse de reconnaître son attitude collaboratrice.

Les éditions bruxelloises Luc Pire ont publié au début de l'année un intéressant ouvrage sur l'Italie, Les Guépards, du journaliste Sergio Carrozzo. Le titre du livre vient du surnom qu'on donne en Italie aux politiciens qui depuis la fin de la guerre détiennent le pouvoir. L'ouvrage synthétise les problèmes politiques actuels du pays et présente le «nouvel acteur» de la droite italienne, La Ligue du Nord, et son leader Bossi. L'Alliance nationale de Fini et Forza Italia de Berlusconi. En annexe, l'auteur

publie des entretiens avec des personnalités politiques italiennes et avec des observateurs sur différents thèmes dont le Gladio, le terrorisme, la corruption politique...



POUR TOUL SAVOIR SUR NO PASARAN !

3615 ASSOS + mot-clé NOPA

Vous trouverez :

- la présentation complète de No Pasaran
- le sommaire du dernier numéro
- les diverses initiatives
- les groupes locaux

Et aussi :

- un annuaire des associations
- un calendrier des activités
- des milliers d'adresses

SUITE DE L'ARTICLE «MÉTRO, BOULOT, BOBO !» PAGE 23

dissuader de chahuter, et surtout empêcher la fraude, c'est-à-dire les plus pauvres de pouvoir prendre le bus.

Rappelons que les «grands frères» sont une initiative lancée par SOS Racisme dans le cadre d'OBU, et «piratée» par le commissaire d'Andréa qui a contribué à créer la CPS à la RATP. Ils sont employés pour 15 mois, rémunérés au SMIC par l'APMJC (Association Pour une Meilleure Citoyenneté des Jeunes, sic). La RATP est très satisfaite de ces «grands frères» qu'elle n'a pas à payer. Eux sont vraiment les dindons de la farce : payés au SMIC, pourront-ils se payer une carte orange s'ils ont une famille à nourrir ? Comment contrer la logique sécuritaire répressive et lutter contre les milices dans le métro ?

Il faut que les tabassages et l'ensemble des abus des milices soient connus et jugés. Ainsi les victimes des agents du GPSR ou assimilés doivent porter

plainte, expliquer leur cas à la presse ou aux associations. Quand une patrouille de vigiles circule, il faut être vigilant, protester s'il y a violence et s'ils veulent emmener de force l'usager arrêté, témoigner des faits, informer les gens, ne pas rester passifs.

La sécurité dont nos dirigeants ont fait un leitmotiv est celle organisée par les sociétés pour défendre leur profit. La véritable sécurité ne serait-ce pas d'avoir un logement, un revenu pour vivre, des transports publics pour tous ? La logique sécuritaire, calquée sur les États-Unis, a pour buts de contenir les débordements des exclus du capitalisme, les précaires, les chômeurs. Notre société est génératrice d'inégalité, et l'État est là pour permettre son bon fonctionnement, en assurant la paix sociale du capitalisme, soutenu par le développement de milices privées, de caméras, d'informatisation.

La RATP participe à cette évolution en créant ses propres milices, en multipliant les appels à la délation et les messages assurant que les voyageurs sont très gênés que d'autres fraudent alors que, eux, ils paient. Cette démagogie est scandaleuse. À la logique commerciale et de répression de l'administration, s'oppose une logique de gratuité des transports et de responsabilisation des usagers.

PS : Sur la mort du GPSR à Rosny : à provoquer et tabasser les jeunes et «déviant» dans le métro, les GPSR n'ont attiré qu'une chose : la haine, et en réponse à leur violence, la violence. N'oublions pas le vieil homme qui dormait dans le métro, qui a été envoyé dans le coma par des GPSR, et dont personne ne sait ce qu'il est devenu, ni les nombreuses personnes blessées et humiliées pour avoir déplu à ces milices fascistes. ■

L'article «Nous ne mangeons pas d'antispécistes pour ne pas tuer d'animaux» paru fin 1993 dans la revue REFLEXes n°40, reste toujours présent dans les esprits. Il est vrai que REFLEXes, en ne publiant pas un des articles reçus à cette occasion défendant un autre point de vue, a manqué d'ouverture d'esprit. Mais, mieux vaut tard que jamais... et nous publions donc un des textes signé par Jany.

Le fait que certain-es d'entre vous mangent probablement de la chair animale, ou soient peu ou pas sensible à la lutte de libération animale, ne vous permet pas de ridiculiser (forme d'oppression et de pouvoir) les militant-es végétarien-nes et/ou végétalien-nes, dans votre article «Nous ne mangeons pas d'antispécistes pour ne pas tuer d'animaux». Ça ne justifie pas non plus les mensonges et les amalgames qui y sont fait. Ces méthodes d'information ou de propagande sont à jeter dans les poubelles de la presse journalopourrie. La lutte de libération animale n'est ni mystique ni radical-à-cent-balles comme vous semblez le sous-entendre, mais une lutte contre une forme de domination et d'exploitation. Elle est dans la logique des autres luttes sociales antiracistes, antisexistes et/ou antihomophobes. Il y a vingt ans, les féministes faisaient marrer les mâles les plus mâles qui auraient préféré que l'on taise l'autorité et le pouvoir qu'ils avaient sur les femmes. Aujourd'hui les antispécistes font marrer celles et ceux qui souhaiteraient qu'on ne dénonce pas leurs, et nos privilèges... Et histoire d'entretenir la dérision qui ressort de votre article, je me demande si ceux qui ricanent de l'antispécisme aujourd'hui ne sont pas ceux qui hier, et encore aujourd'hui, ricanent des féministes et des tantes ? Faire l'amalgame entre les groupes de défense ou de protection animale et les groupes de libération animale est aussi censé que de confondre la lutte antiraciste de Reflexes et celle de France Pius. La Ligue Française Contre la Vivisection (infiltrée par le Front National) n'a rien à voir avec AIDA (qui privilégie la lutte de libération animale sans distinction des idéologies), qui n'a rien à voir avec les groupes que vous citez (Apache, Zarmazone), même plus spécialisés (les Cahiers Antispécistes Lyonnais, Boule de Neige). On peut encore être pour la libération animale sans être cul et chemise avec Brigitte Bardot... La défense (la libération !) animale n'est pas un sujet à la mode. Les végétarien-nes et les végétalien-nes ont toujours fait partie de l'histoire du mouvement anarchiste, pour ne citer que celui-là, même si ils et elles y ont toujours été minoritaires. En plus, depuis une quinzaine d'année environ, différents mouvements musicaux engagés, babes, keupons ou hard-cores développent et propagent ces idées. Il vous aurait suffit de lire/traduire quelques textes de groupes tels que CRASS, M.D.C ou Conflict, pour prendre les plus connus, pour vous en rendre compte. groupes, leurs idées et leurs attitudes font partiellement partie de ma culture. Les «soit végos et tais-toi» sortent du placard et c'est certainement gênant pour ceux et celles qui ne veulent pas en entendre parler. D'autre part, que l'importance de l'antispécisme en France n'en (fasse) pas un sujet capital- ne me gêne pas. Je ne suis pas plus-pas moins lié à ce qui se passe en France qu'ailleurs, dans mon quartier ou chez moi, et des répercussions que peuvent avoir mes attitudes ici sur les autres régions et populations de la planète. Les Etats occidentaux transforment et pillent l'agriculture des pays en «voie de développement» ; (développement façon occidentale blanche...), affament leurs populations pour nourrir le bétail animal qui goinfre une tripotée de citoyen-nes bien de chez nous. Ça pourrait être une bonne raison, pour les anti-imperialistes, d'arrêter de consommer de la chair animale (d'élevage industriel par exemple). Ça ne changerait évidemment pas radicalement le monde et la pourriture ambiante, mais ça nous éviterait d'y contribuer, au moins à ce niveau là. L'impérialisme, c'est la nausée !

Que l'importance de l'antispécisme en France n'en (fasse) pas un sujet capital ne signifie pas qu'il n'est pas intéressant. A force de lire certaines revues alternos, de trainer dans certains concerts punks/hard-cores ou antifascistes, d'être confronté aux attitudes machistes des uns et aux réflexions homophobes des autres, je me dis que le sexisme et l'homophobie ne doivent pas être des sujets capitaux non plus. Ils sont pourtant intéressants, et le travail de recherche (relation entre le patriarcat et le fascisme) qui avait été fait par Willem Reich, et dont vous aviez parlé dans un numéro spécial Noir & Rouge/Reflexes sur le fascisme, le montre bien. Enfin, même si la libération animale n'est pas encore un sujet capital, de plus en plus de fanzines locaux, de zines DIY, posent le problème, et remettent en question notre attitude. Ce n'est pas négligeable. Le fait même que vous en parliez est révélateur, il ne servait donc à rien de ridiculiser l'anti-spécisme. Vous n'êtes, également, pas les premiers à vouloir insinuer que, effectivement d'après l'extrait du livre de Léon Poiakov, le Mythe Arien, «le végétarisme et le fascisme peuvent faire bon ménage». Que voulez-vous dire ? Que l'anti-fascisme ne le peut pas ? Que le viandisme de Napoléon, de Pinochet, de Duvalier, d'Amin Dada, de Bush et Reagan, de Thatcher et autres Pasqua ne peuvent pas faire bon ménage avec ce qu'ils et elle sont ? ... Ça m'étonnerait ! Malheureusement (ou heureusement) les choses ne sont aussi simples ! A défaut d'être de bonne foi, votre article aura à nouveau permis de lancer le débat sur l'antispécisme à l'intérieur des groupes antifascistes, et c'est tant mieux ! Si la lutte antifasciste se limitait juste à critiquer et à nous informer sur les groupes fascistes \$et, ça reste évidemment bien nécessaire), elle risquerait, à plus ou moins long terme, de se retrouver dans une impasse. L'antifascisme doit aussi être une force de propositions et avoir des objectifs pour être crédible. L'antisexisme, l'antiagésisme, l'antihomophobie, la lutte pour la libération des moeurs toujours aussi réactionnaires, l'antispécisme en sont quelques-unes... Il reste que c'est dans le respect de nos différences, et dans la lutte contre toutes formes de discrimination et de privilèges, que l'on peut concevoir un quotidien (ou un avenir ?) «révolutionnaire».

Jany, queer antifasciste, végétarien.

Sans répondre au texte de Jany, nous tenons à apporter quelques précisions qui éclairciront notre point de vue.

Nous centrons nos activités sur un militantisme antifasciste dont les fondements politiques, économiques et sociaux sont la lutte contre le système capitaliste qui engendre le système de domination totalitaire, et avec des actions déterminées et multiples dans ses formes et ses objets contre les idées autoritaires et sécuritaires.

Ce que nous combattons, c'est le rapport de production capitaliste, l'inégalité des échanges entre le Nord et le Sud, le rapport d'apartheid social qui se généralise sur la planète, le développement des exclusions tant dans les pays riches et industrialisés que dans

les pays laissés à l'abandon par la division internationale du travail, le retour des nationalismes barbares...

L'absence de perspective révolutionnaire, l'éclatement des repères et des identités des mouvements d'émancipation, l'absence de projets alternatifs sont caractéristiques de notre époque et nous essayons par nos luttes et nos pratiques de reconstruire ces utopies et ces outils de lutte dont tous ceux qui se battent pour un autre futur ont nécessairement besoin.

Changer le quotidien pour changer la vie et la société est un facteur à développer au cours des luttes et des mouvements sociaux auxquels nous participons. Changer les rapports entre les hommes et les femmes, lutter contre le

patriarcat, transformer les comportements de domination et de pouvoir font partie intégrante de notre mouvement.

Sur le végétarisme, il y a bien longtemps que dans nos groupes des membres en sont adeptes, et cela n'a jamais créé de problèmes ni aux uns, ni aux autres.

Pour autant, nous faisons une différence entre les humains et les animaux. Et si cela suffit à nous traiter de meurtriers, il est certain que l'échange entre nous sera en effet très difficile et difficilement serein.

Pour finir, nous tenons à réaffirmer le droit des deux thèses à s'exprimer et à se confronter sans que cela donne lieu à des anathèmes.

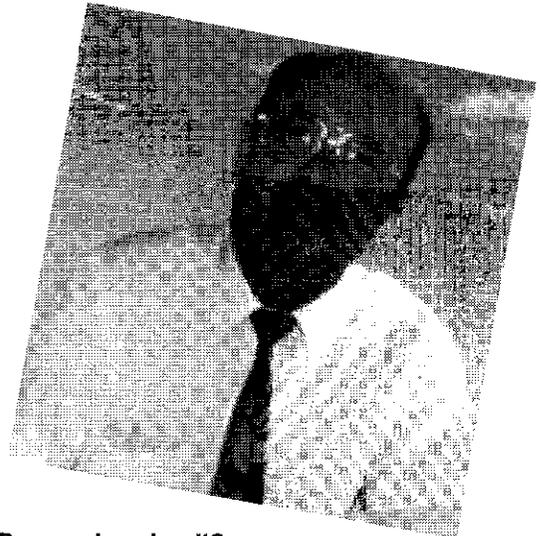
Le responsable de la communication de Jacques Bompard, nouveau maire d'Orange, est un nationaliste-révolutionnaire.

Début août, André-Yves Beck a été nommé responsable de la communication au sein du cabinet du maire d'Orange. André-Yves Beck n'est pas un inconnu pour nous : en 1986, il adhère à Troisième Voie et devient rapidement le responsable pour la ville, puis pour la région Rhône-Alpes. Il grimpe encore pour devenir en 1990 membre du bureau politique de Troisième Voie. Au moment de la scission entre la tendance Malliarakis et Bouchet, il choisit de suivre Christian Bouchet à Nouvelle Résistance où il devient membre du comité exécutif. À l'automne 1991, Beck conduit un groupe de militants de NR en Croatie. Il s'occupe ensuite du suivi des militants qui partent régulièrement combattre en Croatie dans diverses unités. Si l'arrivée de ce cadre à la mairie FN d'Orange est une surprise, le fait qu'il travaille avec Jacques Bompard l'est déjà moins. Bompard a une longue carrière à l'extrême droite. Il a été dirigeant d'Occident en 1966 (où il a croisé Malliarakis, futur leader tercériste), puis

il participe à Ordre nouveau avant de créer le Front national. Ami personnel de Jean-Marie Le Pen, il est également proche des milieux catholiques intégristes. Le païen Beck devra-t-il accompagner Bompard le dimanche à la messe ? Plus sérieusement, il reste à savoir si Beck a rejoint Bompard de sa seule initiative où s'il s'agit d'une nouvelle tentative d'infiltration de Nouvelle Résistance : après Socialisme international à Grenoble (fief d'André-Yves Beck) et Écolo J, le FN ? Cette stratégie constituerait en fait un abandon du front anti-système, mais dans ce cas, cet abandon serait assez récent, puisqu'au début de l'année 1995, Christian Bouchet vouait Le Pen aux gémonies comme «une composante du système comme le sont Pasqua, Jospin ou Voynet», et disait des NR dans le Front national que «ce que l'on appelle les NR au sein du Front national ne le sont pas réellement à mes yeux» et d'ajouter : «J'ai beaucoup de mal à imaginer comment on pourrait s'affirmer NR au sein

du Front national d'une manière cohérente et suivre la ligne de celui-ci : réclamer la suppression de l'impôt sur le revenu, manifester pour le rétablissement de la peine de mort, cohabiter avec un sioniste comme Hemmerding ou un zouave pontifical comme Romain Marie».

Visiblement, son lieutenant (ou son ex-lieutenant) Beck a plus d'imagination.



Jacques Bompard, maire d'Orange.

Abonnement

- REFLEXes (6 numéros)
Diffusion :
- No Pasaran ! (10 numéros)
- REFLEXes + No Pasaran !
- Adhésion à l'association SCALP-REFLEX

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Pays : _____ Téléphone (facultatif) : _____

REFLEX^{es}
21^{er} rue Voltaire 75011 Paris

100 frcs	150 frcs (soutien)	200 frcs (institution)
3 exemplaires		5 exemplaires
240 francs		400 francs
50 francs		100 francs (soutien)
140 francs		250 francs (soutien)
Ajouter 20 francs pour l'international		
50 francs (précaire)		100 francs (soutien)
et à partir de 150 francs en soutien		

Chèque à l'ordre de REFLEX
écrivez-nous pour demander un catalogue
du matériel disponible
(autocollants, T-shirts, badges, livres...)

Chute anonyme

Expression libre (Bari, Suisse)

Gens de la rue

Que votre colère s'avère idéaliste envers l'Etat
représentant d'un système usé que vous refusez

Ce même système vous méprise par le fait
de vous ignorer

Ne vous cachez plus dans l'ombre des maisons

Vivez au grand jour

Mettez vous en évidence côté soleil

Vous avez le pouvoir de l'ombre

Ce que n'a pas l'Etat

Il a une police et de l'argent seulement
Dix mille personnes de l'ombre valent une
police entière dans une société comme la nôtre
Cessez d'être passifs dans votre révolte

intérieure

Il y va de vos vies

On s'en fout que vous creviez avec les rats
sans lumière

Dérangez et troublez les bonnes gens qui
vivent en égoïstes et qui trouvent normal
leur mode de vie décadent

Laissez-vous crever au grand jour
pour ne pas mourir dans l'indifférence
des gens bien portants